

# Le Panorama de presse quotidien de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la  
Direction de l'Information et de l'Accueil

---

## 8 novembre 2016

---



*Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.*

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil  
Service Presse  
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744  
[Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr](mailto:Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr)  
151 Avenue du Président Hoover - Lille



# SOMMAIRE

---

---

## P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(2 articles)

---

---

  
mardi 8 novembre 2016

### La Région vise l'Angleterre (291 mots)

La Région Hauts-de-France a fait de l'emploi sa priorité et de l'attractivité du territoire un de ses leviers. Dans ce cadr...

Page 9

  
mardi 8 novembre 2016

### La clef d'un agrandissement réussi (354 mots)

Trouver un partenaire à l'écoute qui encourage l'audace en faveur du développement est un soutien essentiel pour une sociét...

Page 10

---

---

## VP1 - SOLIDARITÉS AVEC LES TERRITOIRES, CONTRAT DE PLAN ETAT-RÉGIO..

(1 article)

---

---

  
mardi 8 novembre 2016

### Public clairsemé au Village de l'Europe (151 mots)

valenciennes. Faire découvrir l'utilisation des subventions que verse l'Europe à la Région est l'excellente initiative pris...

Page 12

---

---

## VP3 - FUSION, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES...

(1 article)

---

---

  
mardi 8 novembre 2016

### Fonctionnaires : ces élus locaux prêts à des réformes drastiques (1772 mots)

Confrontés à la nécessité de réduire leurs dépenses de personnel, des représentants de villes moyennes suggèrent de...

Page 14

---

---

## VP4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRI, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE...

(2 articles)

---

---

  
mardi 8 novembre 2016

### Les 700 projets de "La vie REV3 DES hauts-de-France ...

Page 15

---

---

**VP8 - CULTURE**  
(2 articles)

---

---

**LA VOIX DU NORD**

mardi 8 novembre 2016

**Le Conservatoire du Calaisis conserve son rayonnement départemental** (457 mots)

CALAIS. Le classement de l'établissement en conservatoire à rayonnement départemental (CRD) vient de faire l'objet d'un ren...

Page 23

**LA VOIX DU NORD**

mardi 8 novembre 2016

**Le conservatoire, hier et aujourd'hui** (187 mots)

«Depuis des décennies, les Calaisiens sont musiciens, rappelle Jean-Robert Lay. L'école est âgée de cent cinquante ans. Ell...

Page 24

---

---

**VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES**  
(3 articles)

---

---

**L' AISNE NOUVELLE**

mardi 8 novembre 2016

**Le CFA pour les métiers du sport est ouvert** (260 mots)

Elles sont désormais quatre formations à être dispensées par ALM Sport formation, l'entreprise créée par Ludovic Ponthieu l...

Page 26

**LA VOIX DU NORD**

mardi 8 novembre 2016

**Des embauches et de nouvelles formations : Simplon fait le bilan** (427 mots)

PAR PIERRE-ANTOINE CRISTANTE [roubaix@lavoixdunord.fr](mailto:roubaix@lavoixdunord.fr) Roubaix. À Simplon, dans les locaux de l'Association pour le développe...

Page 27

**LA VOIX DU NORD**

mardi 8 novembre 2016

**Des apprenants d'horizons différents** (315 mots)

«C'est là notre force, estime Mathieu Mazingue. L'expérience des plus âgés se mélange bien à la motivation des plus jeunes...

Page 28

---

---

**VP12 - RÉNOVATION URBAINE, LOGEMENT, INNOVATION NUMÉRIQUE...**  
(2 articles)

---

---

**LA VOIX DU NORD**

mardi 8 novembre 2016

**Bourgogne : l'enveloppe pour l'ANRU ne sera pas connue avant 2017** (494 mots)

Par Jean-François Rebischung [tourcoing@lavoixdunord.fr](mailto:tourcoing@lavoixdunord.fr) Tourcoing 1Quelle sera l'enveloppe financière accordée au quartier ? ...

Page 30

**Les habitants sont-ils suffisamment informés ?** (325 mots)

Jeudi, à 18 h 30, salle Jean-Brunet, aura lieu une nouvelle réunion du conseil de quartier de la Bourgogne. En l'absence du...

Page 31

---

---

**VP13 - JEUNESSE ET SPORTS**

(1 article)

**Amiens en finale** (240 mots)

Amiens retient son souffle. Le 16 novembre, à Varna, en Bulgarie, le Forum européen de la jeunesse désignera la ville qui sera capit...

Page 33

---

---

**VP14 - RURALITÉ, DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE, FAMILLE...**

(2 articles)

**Le wifi gratuit s'étend sur le port de Calais** (390 mots)

Nous avons pris beaucoup de retard sur son déploiement, aujourd'hui je suis satisfait de ce nouveau service à nos clients.....

Page 35

**Bernard Cazeneuve à Calais hier : pas d'annonce, mais des hommages** (258 mots)

CALAIS. En visite express à Calais hier soir, le ministre de l'Intérieur a rendu un très long hommage à tous les acteurs qu...

Page 36

---

---

**VP15 - SANTÉ**

(6 articles)

**Nouvel hôpital de Sambre-Avesnois : objectif 2020 !** (352 mots)

MAUBEUGE. Dans les cartons depuis près de dix ans, le projet de construction d'un nouvel hôpital à Maubeuge prend enfin for...

Page 38

**Infirmiers fatigués et non-syndiqués, Carine, Julien, et Laura témoignent** (526 mots)

PAR BERNARD VIREL region@lavoixdunord.fr région. Ils sont de générations différentes, mais partagent tous un quotidien prof...

Page 39

**Les libéraux également mobilisés** (206 mots)

RÉGION. Les infirmiers libéraux participeront eux aussi au mouvement de grève, qui associe pas moins de dix-huit organisati...

Page 40

**LA VOIX DU NORD**

mardi 8 novembre 2016

**Malaise** (141 mots)

Malaise Si dans le monde d'aujourd'hui, une profession devrait bien se porter, c'est celle des infirmières (elles sont majo...

Page 41

**Aujourd'hui**  
en France

mardi 8 novembre 2016

**Où paye-t-on le plus cher sa prime d'assurance santé ?**

(494 mots)

Par Erwan Bruckert Le comparateur d'assurances en ligne Lelynx.fr a publié ce matin son premier baromètre consacr...

Page 42

**Aujourd'hui**  
en France

mardi 8 novembre 2016

**Comment alléger la note ?** (339 mots)

Votre complémentaire santé vous coûte chaque année un peu plus cher ? Vous aimeriez alléger un peu la facture ? Voici quelques quest...

Page 43

---

---

## POLITIQUE RÉGIONALE

(2 articles)

---

---

**L'AISNE**  
NOUVELLE

mardi 8 novembre 2016

**L'insondable Michel Garand reste une énigme politique**

(741 mots)

Que devient Michel Garand ? Le mieux c'est encore de demander au principal intéressé. «Je suis toujours sur Saint-Quentin, j...

Page 45

**L'AISNE**  
NOUVELLE

mardi 8 novembre 2016

« Il n'a pas été épargné »(258 mots)

Il était là « pour renverser la table », « sortir des politiques traditionnelles ». Peu connu du grand public, Michel Garand a ...

Page 46

---

---

## POLITIQUE NATIONALE

(15 articles)

---

---

**L'AISNE**  
NOUVELLE

mardi 8 novembre 2016

**Xavier Bertrand livre ses réflexions** (430 mots)

Quel Xavier Bertrand a répondu à la Fondation Concorde (1) mercredi soir ? Le président de Région ? Assurément, à entendre la...

Page 48

**LE FIGARO**

mercredi 8 novembre  
2016

**Sarkozy revient dans son ancien fief**

...

Page 49

**LA VOIX DU NORD**

mardi 8 novembre 2016

**Élus de Roubaix, Lys, Hem ou Croix, ils soutiennent Alain**

**Juppé** (323 mots)

ROUBAISIS. En mars 2015, le maire LR de Roubaix annonçait très tôt son soutien à la candidature d'Alain Juppé dont il est a...

Page 50

**Aujourd'hui** en France  
mardi 8 novembre 2016

« Seul mon projet PEUT REDRESSER le pays »(273 mots)

Par V.H. et H.V. Il a parlé sans notes pendant plus d'une heure et demie : François Fillon, parti le...

Page 51

**Aujourd'hui** en France  
mardi 8 novembre 2016

« Je veux reprendre les privatisations »(267 mots)

Comment comptez-vous réduire les déficits publics ? Même si François Hollande nous laisse une quarantaine de milliards d'euros de dépens...

Page 52

**Aujourd'hui** en France  
mardi 8 novembre 2016

Bio express (79 mots)

Par François Fillon, 62 ans, député (LR) de Paris. Ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy, ancien ministre des Affaires sociales et...

Page 53

**Aujourd'hui** en France  
mardi 8 novembre 2016

« Tout citoyen devrait payer un petit quelque chose »(363 mots)

Vous proposez une suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et une hausse de deux points de la TVA. Vous voulez donc moins d'impôts...

Page 54

**Aujourd'hui** en France  
mardi 8 novembre 2016

« Le bras de fer peut être nécessaire »(247 mots)

« Les responsables politiques ont un blocage psychologique, ils considèrent que le pays est irréformable et, du coup, s'abstiennent ...

Page 55

**Aujourd'hui** en France  
mardi 8 novembre 2016

« Supprimer la durée légale du travail »(40 mots)

« La mesure la plus symbolique, la plus efficace, c'est la suppression de la durée légale du travail et le renvoi à la négociation totalement lib...

Page 56

**Aujourd'hui** en France  
mardi 8 novembre 2016

Le retour des djihadistes (169 mots)

« On parle de gens qui sont partis nous faire la guerre ! Donc, moi, je leur ferai la guerre. D'abord, si je le peux, je ferais neut...

Page 57

**Aujourd'hui** en France  
mardi 8 novembre 2016

« Ce sera très serré entre Juppé, Sarkozy et moi »(415 mots)

Votre remontée dans les sondages, à quoi l'attribuez-vous ? Il n'y a pas de remontée dans les sondages parce que les sondages ne valent ...

Page 58

**Aujourd'hui** en France  
mardi 8 novembre 2016

« Je ne reviendrai pas sur le mariage pour tous »(424 mots)

Vous voulez « réécrire » la loi sur le mariage pour tous. Cela veut-il dire que vous, président, il n'y aura plus de mariage entre personnes du m...

Page 59

**Aujourd'hui** en France  
mardi 8 novembre 2016

Pour les écolos, c'est Jadot (350 mots)

Par Charles Sapin Les sympathisants Europe Ecologie-les Verts (EELV) ont mis, hier soir, un terme au...

Page 60

**Le Monde**  
mardi 8 novembre 2016

La grande fatigue démocratique des Français (870 mots)

Abstention massive et récurrente, rejet des structures partisanes et institutionnelles, profonde défiance vis-à-vis des res...

Page 61

---

---

**VIE DES RÉGIONS**  
(2 articles)

---

---

**L'union**

mardi 8 novembre 2016

**La formation pour changer de vie** (570 mots)

On peut regretter les entreprises automobiles qui embauchaient 25 000 personnes mais elles ne reviendront pas pour autant. ...

Page 64

**L'union**

mardi 8 novembre 2016

**ARL concept, un exemple concret de réussite** (176 mots)

L'exemple sélectionné par l'État, la Région et Pôle emploi est symbolique. «Mon entreprise a vu le jour en 2010. À cette épo...

Page 65

---

P - EMPLOI ET  
DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE

---

## La Région vise l'Angleterre

**L**a Région Hauts-de-France a fait de l'emploi sa priorité et de l'attractivité du territoire un de ses leviers. Dans ce cadre, le Conseil régional et ses partenaires, Nord France Invest, la CCI International, le CRT Picardie Tourism, Nord France Convention Bureau, Lille's Agency, lancent une campagne destinée à attirer et accompagner les investisseurs britanniques ainsi que les chefs d'entreprises et leurs cadres dans l'installation de leurs activités en Hauts-de-France. « Les Britanniques ont dit non à Bruxelles, ils n'ont pas dit non à la Région Hauts-de-France. Nous travaillons ensemble à une stratégie gagnant-gagnant pour

booster nos échanges, le développement économique, le tourisme. Aux investisseurs et aux chefs d'entreprise britanniques, je dis : chez nous, vous êtes chez vous ». souligne Xavier Bertrand, président du Conseil régional Hauts-de-France.

### Le territoire le plus proche du Royaume-Uni

Cette campagne partenariale post-Brexit souligne le souhait de la Région de continuer à travailler avec les Anglais. Elle est destinée à présenter les Hauts-de-France comme le territoire le plus proche du Royaume-Uni

où implanter son activité pour accéder au marché européen, d'autant que les deux territoires ont une priorité commune : le développement du pro business. Les contenus de la campagne mettent en avant la qualité du tissu économique et de l'infrastructure ainsi que la qualité de vie du territoire. Ils témoignent aussi de la mobilisation de tous les partenaires d'une région pour apporter une réponse sur mesure pour travailler avec les partenaires étrangers et accueillir les Britanniques qui souhaitent garder un pied dans le marché européen. ■



## La clef d'un agrandissement réussi

**T**rouver un partenaire à l'écoute qui encourage l'audace en faveur du développement est un soutien essentiel pour une société. Ce collaborateur, Joël Becuwe l'a trouvé avec le Chambre de commerce et d'industrie. En 2013, ce chef d'entreprise réfléchit à l'extension de son patrimoine. « J'ai la chance d'avoir mes trois enfants à mes côtés. C'est pour eux que je voulais augmenter nos capacités », explique-t-il. Une démarche qui est d'autant plus nécessaire qu'il souhaite acquérir une seconde machine de découpe au laser, « plus imposante que la première, avec de nouvelles capacités ». C'est l'un de ses partenaires finan-

ciers qui l'encourage à s'adresser à la CCI. « Son représentant, François Lemaitre, a pris en compte notre projet, a visité la société et nous a aidés à préparer notre dossier, notamment notre demande de subvention auprès du Conseil régional. » Pour Joël Becuwe, cette rencontre a accéléré le processus et permis à l'entreprise de viser plus haut, « d'être plus audacieuse ». « Quand on formule une demande de financement auprès de la Région, il faut estimer le nombre d'emplois générés par l'agrandissement de l'entreprise. C'est la CCI qui m'a poussé à évaluer ce besoin de main-d'œuvre à dix salariés. Moi, j'aurais mis cinq. » Et Joël

Becuwe ne le regrette pas, puisqu'il a pratiquement atteint le quota. « J'ai embauché neuf personnes depuis l'extension. » Pour le patron de TCI tôlerie, « la CCI est une clef pour réussir son développement. Elle s'avère même indispensable pour une création. Si on a des projets industriels, il ne faut pas hésiter à demander des conseils. La CCI vous mettra en relation avec d'autres partenaires, tout aussi utiles. » Plus d'informations sur le site de la CCI Côte d'Opale : [www.cotedopale.cci.fr](http://www.cotedopale.cci.fr) (rubrique produits et services-performance des organisations). ■



---

**VP1 - SOLIDARITÉS AVEC  
LES TERRITOIRES, CONTRAT  
DE PLAN ETAT-RÉGIO..**

---

## Public clairsemé au Village de l'Europe

Valenciennes. Faire découvrir l'utilisation des subventions que verse l'Europe à la Région est l'excellente initiative prise par les Hauts de France. Les investissements européens ont changé notre quotidien à tous les niveaux : famille, entreprise, quartier, transport, formation, recherche-développement, sport,

culture... C'est ce que montrait bien le village de l'Europe installé samedi sur la place d'Armes (investissement de 150 000€ pris en charge par l'Europe et concernant les 5 villes choisies : Saint-Quentin, Valenciennes, Beauvais, Arras et Amiens avec un séminaire de clôture à Villeneuve-d'Ascq). Malgré une pré-

sentation ludique et familiale, le public - à peine 200 personnes - ne s'est pas bousculé pour jouer au quiz, participer à un rallye dans la ville ou encore découvrir les réalisations (1,5 milliard d'euros entre 2007 et 2013 pour les Hauts de France). ■



---

VP3 - FUSION,  
ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE, AFFAIRES  
JURIDIQUES...

---

## Fonctionnaires : ces élus locaux prêts à des réformes drastiques

*Confrontés à la nécessité de réduire leurs dépenses de personnel, des représentants de villes moyennes suggèrent de rétablir le jour de carence et de travailler plus.*



**FINANCES LOCALES** La Cour des comptes a pointé, à de multiples reprises, les dérives des effectifs des collectivités locales. Et en mai, le rapport Laurent a révélé que les fonctionnaires travaillaient en moyenne moins de 35 heures par semaine. Mais, cette fois, c'est une association d'élus locaux, Villes de France, qui propose de réformer la fonction publique territoriale, celle des agents des communes, départements et régions. Une initiative d'autant plus intéressante qu'elle est transpartisane, la présidence de cette association regroupant les maires des 600 communes de 15 000 à 100 000 habitants étant assurée par Caroline Cayeux, maire LR de Beauvais, et la présidence déléguée par Jean-François Debat, maire PS de Bourg-en-Bresse.

Dans un manifeste que *Le Figaro* dévoile en exclusivité, Villes de France demande ainsi la suppression des jours de congé supplémentaires accordés par certaines collectivités. Le but ? Que tous les fonctionnaires territoriaux travaillent 1 607 heures par an, correspondant aux 35 heures, et pas e moins. Plus question non plus que les collectivités locales subissent les hausses de rémunération et les revalorisations de carrière des agents, négociées par le gouvernement et les syndicats nationaux : Villes de France demande que les as-

sociations d'élus locaux soient associées aux discussions.

Autre mesure choc, le manifeste propose, termes choisis, de « faire le bilan objectif de la suppression du jour de carence en matière d'absentéisme et d'en tirer les conséquences sur son rétablissement ». L'étude menée par La Banque postale et Sofaxis à l'occasion du colloque est déjà édifiante. Après la suppression effective, par la gauche en 2014, du jour de carence en matière de congés maladie mis en place par la droite, l'absentéisme est reparti à la hausse, grimant même de 5 % en 2015 dans les villes de 15 000 à 100 000 habitants. « La suppression du jour de carence sera peut-être impopulaire, mais il est de notre devoir de réduire l'absentéisme », souligne Caroline Cayeux.

D'autant que ce dernier est plus prégnant dans les villes moyennes (10,4 %, contre 9,2 % en moyenne dans les collectivités locales). Un phénomène qui serait lié à la plus grande part de seniors - plus touchés par la maladie - parmi les agents des mairies.

Si Villes de France est autant en pointe dans ses propositions, c'est aussi par nécessité. Ses adhérents ont davantage de personnel. Selon l'étude Banque postale-Sofaxis, les communes de 15 000 à 100 000 habitants comptent 20,8 agents pour 1 000 habitants, contre 15,5 pour l'ensemble des communes. Comparé aux villages et bourgs, les villes moyennes offrent davantage de ser-

vices culturels, sportifs, etc., et gèrent davantage en direct les déchets, l'eau ou les transports. Ce qui nécessite du personnel.

### Statu quo intenable

Les grandes agglomérations font de même, mais amortissent ces charges sur un plus grand nombre d'habitants. « La fonction publique représente une part importante de l'emploi dans ces villes moyennes. Cela peut inciter à protéger l'emploi public », ajoute Thomas Rougier, directeur des études à La Banque postale.

Mais, face à la baisse des dotations de l'État, ce statu quo n'est plus tenable. Les villes moyennes doivent maîtriser leurs dépenses de personnel, qui absorbent 58 % de leur budget de fonctionnement. Elles ont commencé, mais il faut continuer. « Or restructurer sans changer les règles, c'est la quadrature du cercle », estime Caroline Bayeux.

Villes de France ne va cependant pas jusqu'à promouvoir la fin du statut de fonctionnaire pour les collectivités locales, comme le proposent les candidats à la primaire de la droite. L'association veut l'assouplir, en permettant aux élus d'avoir davantage la main sur les promotions, les augmentations, les recrutements, et en facilitant les mobilités.



« En s'appuyant sur le statut, le préfet m'a retoqué trois promotions cette année, pour cause de manque de formation ou d'ancienneté », raconte la maire de Beauvais. Des situations ubuesques, qu'une réforme du statut permettrait déjà d'éviter. ■

par Cécile Crouzel [£@ccrouzel](mailto:£@ccrouzel)

“ Il faut sortir du statut de fonctionnaire généralisé. On n'a pas besoin d'être fonctionnaire pour être enseignant »  
NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET

“ L'objectif est de ne pas remplacer 200 000 fonctionnaires partant à la retraite sur le quinquennat. Aller jusqu'à 500 000 ou 600 000, comme certains le proposent, est techniquement impossible » JEAN-FRANÇOIS COPÉ

“ J'embaucherai sur statut des agents pour les seules missions régaliennes » JEAN-FRÉDÉRIC POISSON

## CE QUE PROPOSENT LES CANDIDATS À LA PRIMAIRE DE LA DROITE

### LE PLUS LIBÉRAL



C'est sans aucun doute de **FRANÇOIS FILLON** que les fonctionnaires ont le plus à craindre. Si l'ex-premier ministre gagne la primaire, puis l'élection présidentielle, il supprimera pas moins de 600 000 postes de fonctionnaires en cinq ans, y compris dans la fonction publique territoriale. « *La baisse de l'emploi public ne peut être faite que s'il y a augmentation du temps de travail chez les fonctionnaires, sinon les services ne seront plus rendus* », a-t-il expliqué lors du premier débat télévisé entre les sept candidats à la primaire. L'ex-chef du gouvernement préconise ainsi de faire repasser le temps de travail des fonctionnaires de 35 heures à 39 heures par semaine, en un an, payées 35 heures. François Fillon entend « *réaffecter une partie des économies réalisées à des revalorisations salariales* ». À l'instar des autres concurrents à la primaire, il veut réserver les recrutements de fonctionnaires sous statut « *aux missions dont la nature ou la durée le justifie* ». Enfin, l'ex-premier ministre veut rétablir le jour de carence introduit en 2012, mais supprimé en 2014, dans les trois fonctions publiques.

### LE PLUS MODÉRÉ



**ALAIN JUPPÉ** ne croit pas à un grand soir dans les effectifs de la fonction publique. Son objectif est deux fois moindre que celui de François Fillon ou Nicolas Sarkozy, limité à 250 000 ou 300 000 suppressions de postes en cinq ans. Et ce, essentiellement en utilisant le levier des non-remplacements de départs en retraite mais de manière réfléchie et pas automatique. De la même manière, l'ex-premier ministre ne propose pas de relever derechef la durée de travail des agents publics. « *Il y aura une négociation entre employeurs et représentants des fonctionnaires, avec des modalités différentes selon les trois fonctions publiques (mais aussi) selon les différents métiers exercés et selon les collectivités* », a-t-il précisé. Comme ses concurrents de la primaire, Alain Juppé suggère de recourir plus aux contrats de droit privé pour les fonctions non régaliennes et aussi aux « *licenciements pour insuffisance professionnelle ou pour refus de poste en cas de réorganisation* ». Enfin, le favori des sondages entend introduire, non pas un, mais deux jours de carence en cas d'arrêt maladie.

## LE PLUS PRÉCIS



**BRUNO LE MAIRE** président supprimera 100 000 emplois de fonctionnaires par an pendant cinq ans – soit un demi-million sur l'ensemble du quinquennat – puis 500 000 de plus les cinq années suivantes, contrats aidés compris. Lui président rémunérera également plus les fonctionnaires au mérite, privilégiant l'avancement à la performance plutôt qu'à l'ancienneté. Lui président augmentera aussi le temps de travail des fonctionnaires, en le faisant passer à 35 heures effectives par semaine et en encourageant le recours aux heures supplémentaires. Lui président limitera « *les emplois à vie qui deviendront l'exception* », facilitera la capacité de l'État de licencier et développera les emplois contractuels, notamment dans la territoriale où il programmera « *l'extinction du statut* ». Lui président instaurera deux jours de carence en cas d'arrêts maladie pour lutter contre l'absentéisme et supprimera le dispositif de surrémunération du temps partiel qui génère des inégalités de traitement entre agents.

## LE PLUS MOTIVÉ



**NICOLAS SARKOZY** sait ce qu'il fera en cas de victoire en mai 2017 : la même chose qu'entre 2007 et 2012, mais en beaucoup plus fort. L'ex-président de la République entend ainsi supprimer quelque 300 000 postes de fonctionnaires en cinq ans, en réactivant la règle du non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite. Dont la moitié dans la fonction publique territoriale, au moyen, s'il le faut, d'une modification de la Constitution. La justice, l'armée, la police et la gendarmerie seront protégées. L'ancien chef de l'État veut « *moins de fonctionnaires, mieux payés car faisant davantage d'heures* » et rémunérés au mérite. Pour lui, tout fonctionnaire devra travailler 35 h effectives par semaine et sera payé... 35 h. Puis 37 h payées 37 h sauf si les collectivités en décident autrement par accord. Le statut de la fonction publique sera réservé aux métiers dits « *de souveraineté* » ou de prérogative de puissance publique. Enfin, comme Alain Juppé, Nicolas Sarkozy introduira deux jours de carence en cas d'arrêts-maladie, soit un de plus qu'en 2012.



---

VP4 - DÉVELOPPEMENT  
DURABLE, TRI, TRANSITION  
ÉNERGÉTIQUE...

---

### LES 700 PROJETS DE « LA VIE REV3 DES HAUTS-DE-FRANCE »

**RÉGION.** Mille jours après le lancement de la troisième révolution industrielle conceptualisée par Jeremy Rifkin et déployée en région par la CCI R et la Région, celles-ci publient un imposant document illustrant concrètement plus de 700 projets « pour un mode de vie connecté et durable », vert et numérique en somme. « La vie Rev3 des Hauts-de-France » met également en valeur les acteurs de cette dynamique collective unique en France, susceptible de créer environ 30 000 emplois d'ici 2030 dans l'énergie, le bâtiment, le numérique ou les mobilités douces.

[www.rev3.fr](http://www.rev3.fr)



## Pesticides : pas de protection pour les riverains

### Un arrêté préparé par le gouvernement fixant les règles pratiques d'épandage fait le jeu des agriculteurs

Sur le front des pesticides, la bataille s'apparente à la lutte écrite d'avance du pot de fer contre le pot de terre. Mercredi 9 novembre à l'occasion d'un comité interministériel, le ministère de l'agriculture doit distribuer une note dévoilant ses intentions sur les pratiques d'épandage de produits phytosanitaires. Comment protéger à la fois la santé des salariés de l'agriculture – les premiers exposés –, l'environnement et les populations concernées alentour ? Le gouvernement se serait bien passé de rouvrir ce dossier explosif. S'il y est contraint c'est que l'arrêté précédent a été annulé pour des raisons de forme par le Conseil d'Etat, en juillet, à la suite d'une procédure lancée par le syndicat des producteurs de pommes et de poires. A présent, la France est obligée de rédiger un nouvel « arrêté phyto », de le notifier rapidement à l'Union européenne afin de ne pas se trouver face à un vide juridique début janvier.

Or la FNSEA promet de mobiliser ses troupes à la moindre réglementation supplémentaire, tandis que les associations écologistes, très remontées, menacent d'aller prêter main-forte aux riverains chaque fois que ceux-ci se rebiffent face à des épandages intempestifs d'agriculteurs indécents. C'est donc dans la plus grande discrétion que le ministère de l'agriculture s'est employé à préparer un texte sur les conditions d'épandage.

Celui-ci doit fixer des distances à respecter par rapport aux cours d'eau, la force du vent au-delà de laquelle il

sera interdit de traiter des cultures, les délais d'attente obligatoires pour les ouvriers agricoles avant de pénétrer dans une parcelle fraîchement traitée avec des produits chimiques cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques (que les représentants de la profession espéraient faire passer de 24 ou 48 heures à 6, moyennant un équipement de protection individuel). On a aussi cru dans un premier temps que l'établissement de zones tampons vis-à-vis des habitations des riverains figurerait dans ce texte dans lequel les défenseurs de la santé et de l'environnement voyaient une belle occasion d'obtenir des avancées.

Elles sont déçues. La présence des riverains a tout bonnement disparu. La tentative d'établir une zone non traitée de cinq mètres de large autour des habitations plaçait la FNSEA au bord de la crise de nerfs, sans même parler d'une bande de sécurité autour des jardins. On assure au ministère de l'agriculture que tout bien pesé, un décret ne constitue pas un cadre juridique suffisant pour prendre en compte cette question épineuse.

Crèches et maisons de retraite

Cette dimension-là est renvoyée à plus tard : peut-être faudra-t-il envisager un décret idoine, voire une nouvelle loi... D'ici là, les préfets devraient recevoir dans les prochains jours une lettre de Stéphane Le Foll, les invitant à prendre des dispositions mais uniquement en faveur de la protection des populations sensibles, autour des crèches, des maisons de retraite, terrains de sport,

parcs publics. C'est le cas actuellement dans une trentaine de départements.

Les participants à la réunion du comité national sur les pratiques fertilisantes et supports de cultures ne devraient pas recevoir de version définitive du texte, mais on sait déjà que celle-ci ressemblera beaucoup à l'arrêté précédent datant de 2006. Or, en dix ans, la sensibilité de l'opinion publique en la matière a, elle, nettement progressé. La viticulture notamment – grosse consommatrice de pesticides –, suscite localement l'exaspération de particuliers qui n'hésitent plus à porter plainte.

Ainsi dans le Bordelais, deux propriétés d'appellation côtes-de-bourg viennent d'être mises en examen pour « usage inapproprié de produits phytosanitaires ». Au printemps 2014, ces deux exploitants avaient traité leurs vignes situées tout près d'une école primaire à Villeneuve-de-Blaye (Gironde) au moment de la récréation, par temps venteux. Une vingtaine d'enfants et une adulte avaient été pris de malaises ou de maux de gorge.

Comme l'a souligné le premier ministre lors d'un déplacement en Gironde, le 27 octobre : « La société française tout entière regarde avec plus d'acuité les questions de santé et de protection de la biodiversité. » Pourtant, Manuel Valls a aussi indiqué sans ambiguïté ce jour-là, devant les représentants de l'interprofession des vins de Bordeaux et de la

Chambre d'agriculture, qu'il s'était saisi du dossier et avait décidé que le futur arrêté serait « pour l'essentiel le même que celui de 2006 ».

Il a incité les exploitants à améliorer leur matériel d'épandage (avec des aides financières à déterminer), préférer des produits moins dangereux et avoir la main moins lourde sur le pulvérisateur, en renvoyant toutes précautions supplémentaires à d'éventuelles « mesures consentuelles ».

La presse professionnelle agricole paraît rassurée : " *La mobilisation des agriculteurs semble avoir payé* ", écrit-elle. Elle se félicite d'ailleurs de la teneur de la lettre que la ministre de l'écologie – concernée par ce dossier au même titre que son homologue de la santé –, a adressée à Xavier Beulin, président de la FNSEA, le 26 octobre,

dans laquelle Ségolène Royal l'assurait que le texte notifié à Bruxelles serait celui de 2006.

Vendredi 4 novembre, les associations écologistes ont clamé en chœur leur colère d'avoir été tenues à l'écart. « *Nous sommes revenus aux pires moments de la cogestion entre la FNSEA et le ministère de l'agriculture* », a ainsi dénoncé François Veillerette, de l'association Génération futures. " *On ne peut pas faire comme si l'on n'avait pas progressé dans la connaissance des méfaits des pesticides depuis 2006*, a lancé le médecin Jean-François Deleume, d'Eau et rivières de Bretagne. *Comme si la maladie de Parkinson et les lymphomes n'avaient pas depuis fait leur apparition au tableau des maladies professionnelles agricoles!* "

Avec la Fondation Nicolas Hulot, la

Fédération nationale d'agriculture biologique, France nature environnement et l'association de femmes Women in Europe for a Common Future, les défenseurs de l'environnement estiment que le gouvernement a manqué le coche, citant à l'appui de leurs inquiétudes les principales études scientifiques sur la dangerosité des pesticides. « *Nous nous attendons à une régression comme on en a rarement connu – notamment pour les petits cours d'eau intermittents – au profit d'intérêts minoritaires* », estime Benoît Hartmann de FNE. Et de souligner que le futur arrêté se prête à contentieux devant la justice européenne au titre de la directive-cadre sur l'eau.

**Martine Valo** ■

*par Martine Valo*



---

---

# VP8 - CULTURE

---

---

## Le Conservatoire du Calaisis conserve son rayonnement départemental

**C**ALAIS. Le classement de l'établissement en conservatoire à rayonnement départemental (CRD) vient de faire l'objet d'un renouvellement pour sept ans. « Ce label prend en compte la structure, le niveau des enseignants, les élèves, précise Jean-Robert Lay, qui codirige l'établissement avec Véronique Van Cutsem. C'est une reconnaissance en tant que tel dans cette catégorie, sachant qu'il y a les conservatoires à rayonnement communal et les conservatoires à rayonnement régional. C'est important quand on connaît l'investissement de la collectivité, et c'est une satisfaction pour toute l'équipe. Si nous avions perdu ce label, nous n'aurions plus été en mesure de proposer certains cursus. Cela marque aussi le retour de l'État dans le financement, à hauteur de cinquante mille euros. Pour mémoire, il s'était désengagé des conservatoires en 2015, ce qui avait

provoqué la mobilisation des élus, des usagers... » Autre bonne nouvelle, cette fois du côté de la diffusion. Après une saison dernière tronquée pour cause de restrictions budgétaires, « le CRD renoue avec une saison pleine, riche en événements. Le détail de cette saison est disponible sur notre nouveau site Internet, en ligne depuis le mois de juin, et bien sûr dans les plaquettes distribuées un peu partout », se réjouit le directeur. Cette saison sera marquée notamment par un bal folk au centre culturel Gérard-Philippe le 11 mars 2017, mais aussi et surtout par le retour de l'orchestre symphonique du Pas-de-Calais, réunion des conservatoires de Calais, Boulogne-sur-Mer, Saint-Omer et Arras. Il se produira pour commencer au Grand Théâtre dès le 25 novembre, puis de nouveau en mai-juin 2017 avec le chanteur Sanseverino en invité vedette. « C'est la quatrième fois qu'on monte un

projet avec un artiste. Sanseverino a créé une histoire exprès pour la circonstance. » Enfin, le CRD, sur proposition du conseil départemental, accueillera l'orchestre de chambre de Bruxelles en janvier et en mars. « Nous ferons travailler avec les musiciens vingt-quatre de nos élèves de premier cycle, âgés de 10 à 12 ans », annonce Jean-Robert Lay. Le conservatoire souhaite également mettre en place des animations à l'hôpital, et autour de la bande dessinée à la médiathèque de Coulogne. S. F. (CLP) À noter que le conservatoire avait programmé, le 31 mars 2017, un récital du guitariste Roland Dyens. Celui-ci est décédé le 31 octobre. CRD du Calaisis, 43 rue du Onze-Novembre. Tél. : 03 21 19 56 40. Site Internet : [www.conservatoire-calais.fr](http://www.conservatoire-calais.fr) ■



---

## Le conservatoire, hier et aujourd'hui

« Depuis des décennies, les Calaisiens sont musiciens, rappelle Jean-Robert Lay. L'école est âgée de cent cinquante ans. Elle est bien ancrée dans la ville. Mais c'est sûr que, depuis environ un quart de siècle, il a fallu proposer d'autres choses. Les conservatoires qui n'ont pas pris le virage des musiques actuelles, des musiques traditionnelles et de la chanson, sont morts ou en mauvais

état. » Celui du Calais se porte bien. Géré par la communauté d'agglomération Cap Calais, il est réparti sur plusieurs sites : Calais, Sangatte-Blériot-Coquelles, Coulogne et Marck. Entre les départs et les arrivées, le nombre d'élèves reste stable. Sur les 1 263 inscrits, 893 sont originaires de Calais et 18 vivent dans les communes de Fréthun, Escalles, Les Attaques, Hames-Boucres

et Nielles-lès-Calais, qui vont rejoindre la communauté d'agglomération Cap Calais en 2017. Le conservatoire à rayonnement départemental emploie quatre-vingts salariés, en comptant les personnels administratifs et techniques. S. F. (CLP) ■



---

# VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

---

## Le CFA pour les métiers du sport est ouvert

Elles sont désormais quatre formations à être dispensées par ALM Sport formation, l'entreprise créée par Ludovic Ponthieu le 13 janvier 2013. Vendredi dernier, à l'occasion de la remise de diplômes à 13 étudiants, le directeur de ce pôle de formation situé à l'espace Créatis en a profité pour inaugurer officiellement la petite dernière proposée aux étudiants : une formation dédiée aux métiers du sport et de l'animation. À partir du 1er décembre, une vingtaine d'étudiants (pour 73 demandes reçues) intégreront ce centre de for-

mation d'apprentis (CFA). « Pour les clubs sportifs et les associations, c'est une opportunité pour trouver une réponse concrète à leurs besoins, explique Ludovic Ponthieu. Pour les apprentis, il s'agit de leur donner une chance pour qu'ils fassent leurs preuves. »

### Le chemin idéal pour trouver un emploi

À travers cette nouvelle formation dispensée (en plus du secourisme, de

la natation et du sport et handicap), le directeur d'ALM Sport formation confirme son ancrage dans l'apprentissage, qui constitue un véritable outil d'insertion selon lui. « Même si ce n'est pas la solution unique vers l'emploi, l'apprentissage est le chemin idéal pour en trouver un », poursuit-il. L'apprenti pourra sortir de sa formation avec un BPJEPS (brevet professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et du Sport), grâce auquel il pourra prétendre à un poste d'animateur. G.B. ■



## Des embauches et de nouvelles formations : Simplon fait le bilan

**P**AR PIERRE-ANTOINE CRISTANTE roubaix@lavoixdunord.fr Roubaix. À Simplon, dans les locaux de l'Association pour le développement de l'éducation permanente (ADEP), ça code dur. Ici, on forme des futurs développeurs web, le tout pendant une formation intensive de six mois. La première promotion était rentrée en 2015 et en était sortie fin avril. Six mois après, c'est tout logiquement qu'un bilan s'imposait. « On a aujourd'hui 80% de sortie positive, explique Mathieu Mazingue, chef de projet chargé du développement de Simplon Roubaix. Sur les 24 apprenants, 6 ont signé un CDI, 2 un CDD, deux groupes de 3 ont lancé leur autoentreprise à Euratechnologies. Certains sont encore en stage. »

### grande école du numérique

De bonnes retombées qui valorisent le travail de l'école Simplon, labellisée en février « grande école du numérique », et qui ont contribué à décrocher une nouvelle subvention, avant le lancement de la deuxième session. « Nous avons pu embaucher un assistant de formation, ce qui nous a permis d'accueillir des élèves supplémentaires en juin. » La deuxième promo a donc commencé avec 30 élèves, au profil tous différents et aux âges variés (lire ci-dessous). Des nouveautés, il y en a d'autres. Parmi les apprenants accueillis, on trouve une personne malvoyante et une autre personne à mobilité réduite. « C'est une bonne chose, ça permet aux autres d'apprendre à penser différemment, notamment sur la conception d'un site Internet. » Autre changement, Simplon a développé son partenariat

avec la Plaine Images de Roubaix où, chaque semaine, 8 apprenants travaillent dans un espace de coworking mis à leur disposition. « On s'est rendu compte que c'était important pour eux d'être au milieu d'autres jeunes pousses, pour leur donner envie de créer. » Simplon gagne en notoriété, cela profite aux élèves. « Les entreprises qui prennent en stage acceptent de renouveler l'expérience, preuve qu'on fait du bon travail. Chaque session est adaptée aux demandes du territoire. » Comme tout le monde semble plutôt satisfait, ça donne quelques idées à Mathieu Mazingue : « On a commencé à chercher les financements pour une troisième et quatrième session en 2017. On aimerait pouvoir pérenniser ce système de deux formations par an. » Avec de tels résultats, nul doute qu'il ne devrait pas avoir trop de mal à trouver l'argent dont Simplon a besoin pour relancer la machine. ■



## Des apprenants d'horizons différents

« C'est là notre force, estime Mathieu Mazingue. L'expérience des plus âgés se mélange bien à la motivation des plus jeunes. » Avec une fourchette entre 18 et 55ans, les apprenants doivent faire avec la différence d'âge. Et visiblement, ça ne leur pose aucun problème. La mixité à Simplon, on connaît. Mixité d'âges donc, mais aussi mixité sociale. « Nos apprenants viennent d'horizons différents, ils ont tous un vécu qui leur sert ici. » Des décrocheurs d'emploi, des reconversions, de la reprise d'emploi... il y a de tout. Évidemment, ici aussi on connaît les problèmes propres au Roubaisis. « Quand l'un d'eux a des

soucis d'argent, de logement, on joue le jeu. On fait tout pour l'aider, on sollicite différents organismes pour répondre à leur problème. » Voir réussir certaines personnes qui viennent de loin, ça fait quelque chose. « On sent qu'ils sont reconnaissants, on se dit qu'on leur a apporté quelque chose. » Un rôle social qui tient à cœur au chef de projet. « On leur montre les choses avec une pédagogie totalement différente de l'école. » Aucun diplôme requis, aucune expérience, et c'est surtout gratuit. Pendant six mois, les apprenants ne doivent se concentrer que sur une seule et même chose : leur

formation. Mathieu Mazingue explique que « tout est fait pour justement pouvoir les mettre dans les bonnes conditions de travail, pour qu'ils n'aient que ça à penser ». Chaque semaine, en plus des 35h de travail à l'école, les étudiants ont des devoirs à rendre et des projets à réaliser. « Par exemple, on a refait complètement le site de la Condition publique. » Tous les jeudis, ils donnent aussi des cours de « kids code », sur les temps des nouvelles animations périscolaires. ■



---

VP12 - RÉNOVATION  
URBAINE, LOGEMENT,  
INNOVATION NUMÉRIQUE...

---

## Bourgogne : l'enveloppe pour l'ANRU ne sera pas connue avant 2017

**P**ar Jean-François Rebischung  
tourcoing@lavoixdunord.fr  
Tourcoing 1Quelle sera l'enveloppe financière accordée au quartier ? On ne le sait pas encore. La semaine dernière a été signé le protocole de préfiguration du plan de rénovation urbaine de la métropole. Cette phase consistera à faire les études nécessaires dans chacun des neuf quartiers concernés par ce nouveau grand plan financé par l'État, les collectivités, les bailleurs sociaux ou encore la Caisse des dépôts. Plus de 9 millions d'euros ont été débloqués pour cette phase. Mais on ne connaît pas encore les enveloppes attribuées pour chaque quartier. Avec ses 7 000 habitants et l'ambition déjà affichée par le maire, la Bourgogne devrait logiquement recevoir une somme importante de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine. Mais on ne le saura pas avant début 2017, assure le

ministre de la Ville, Patrick Kanner, présent la semaine dernière à Lille. Qui rappelle « qu'on sera en dessous de l'ANRU 1 car beaucoup a déjà été réalisé, mais quand même, il s'agira de sommes significatives ». Une promesse qui ne rassure pas Gérard Darmanin. « Il manque ce que donne l'État », fustige l'élu, qui redoute que ce dernier ne soit pas au rendez-vous. 2L'enveloppe de l'ANRU 2 sera-t-elle définitive ? Non. Et le ministre est le premier à le reconnaître. « Je considère qu'en cours d'exercice, il faudra revoir à la hausse les contributions des uns et des autres », explique Patrick Kanner. Faut-il le croire ? Oui. En 2007, lors du protocole de préfiguration de l'ANRU 1, il était question d'une enveloppe de 212 millions d'euros pour Tourcoing, afin de rénover les quartiers des Orions, de Belencontre et du Pont Rompu. « Il y a eu des renégociations », affirme

un proche du dossier. « C'est aussi l'honneur de la politique que de savoir réadapter en permanence les moyens des dossiers qui arrivent, souligne Patrick Kanner. Et je suis convaincu qu'il y aura de bons dossiers dans la métropole. » À condition qu'ils aboutissent. Dans le cadre de l'ANRU 1, certains crédits n'ont pas été consommés, comme, par exemple, ceux affectés à la rénovation du centre social des 3 Quartiers. 3En attendant l'enveloppe, la ville est-elle prête ? Presque. Annoncée il y a un an, l'intégration de la Bourgogne dans l'ANRU 2 a déjà donné lieu à une réunion publique dans le quartier et des échanges avec les bailleurs sociaux. « Avec Vilogia, on est prêts de façon certaine, répond Gérard Darmanin. Avec LMH, on termine le travail. Et on a aussi encore du travail sur le site Lepoutre. » ■



---

## Les habitants sont-ils suffisamment informés ?

J eudi, à 18 h 30, salle Jean-Brunet, aura lieu une nouvelle réunion du conseil de quartier de la Bourgogne. En l'absence du maire, c'est l'adjoint aux travaux et au logement, Jean-Marie Vuylstekker, qui présentera les avancées du projet de rénovation urbaine, précise-t-on en mairie. L'agence de rénovation urbaine prévoit la mise en place de conseils citoyens dans les quartiers où elle intervient. « Pour l'instant, on a confondu le conseil de quartier avec le conseil citoyen, admet Gérald Darmanin. Et dès que l'on connaîtra exactement les financements et que

l'on saura quelle barre on détruit, on mettra en place le conseil citoyen. » Reste qu'en attendant, le sujet demeure forcément flou pour beaucoup d'habitants. « Les jeunes ne sont pas trop au courant, mais les adultes, oui, explique Yannick Kabuika, de l'association Objectif emploi. On en parlait beaucoup au mois de mai quand il y avait eu la réunion publique avec le maire et depuis, c'est un peu retombé. Mais il y a une grosse attente des habitants autour de cette affaire. » Ali Benfiala ne partage pas exactement cet avis. Ce militant associatif qui avait promis de

mettre en place un collectif dans le quartier, suite aux événements de juin 2015, dénonce « quelque chose de très nébuleux. Il n'y a pas assez de communication et puis les membres du comité de quartier ne vont pas vers la population. Il faut que le maire comprenne qu'il y a une population qui est là et que tout un tas de gens s'interrogent ». Un constat partagé peu ou prou par l'élue communiste Dominique De Clercq Danel, qui revient d'un porte-à-porte dans le quartier. « Les gens ne sont au courant de rien. Ils n'ont pas d'info. » ■



---

---

# VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

---

---

## Amiens en finale

### La ville concourt au titre de capitale européenne de la jeunesse.

**A**miens retient son souffle. Le 16 novembre, à Varna, en Bulgarie, le Forum européen de la jeunesse désignera la ville qui sera capitale de la jeunesse en 2019. Une petite délégation va s'y rendre. Des étudiants défendront le dossier à l'oral. Le lauréat sera connu le jour même. L'ancienne capitale picarde, 134 000 habitants, est en lice face à Manchester en Grande-Bretagne, Derry City & Strabane en Irlande du Nord, Novi Sad en Serbie et Perugia en Italie.

Amiens (Somme) compte 27 000 étudiants et 21 000 collégiens et lycéens. La municipalité centriste mène une

véritable politique en faveur de la jeunesse depuis des années. Elle mise sur l'événement pour faire évoluer l'image de la ville et développer la fréquentation touristique. Objectif : permettre à un maximum de jeunes de découvrir une ville étudiante, innovante et vivante, une ville d'eau, une ville d'histoire, avec par exemple sa cathédrale Notre-Dame inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco.

#### titre créé en 2009

« Notre candidature est un vrai défi, car nous sommes en face de poids lourds européens, comme Manchester, qui pourrait être sacré après le

Brexit, ou Novi Sad. La France n'a jamais obtenu ce titre, créé en 2009. Nous avons mis tous nos atouts en avant et avons réussi à fédérer beaucoup de personnes derrière nous », confie, enthousiaste, Margaux Deletré, adjointe au maire chargée de la jeunesse. Et si Amiens n'est pas couronné, qu'importe ! Elle retentera sa chance l'an prochain.

■  
Amiens (Somme). L'ancienne capitale de Picardie compte 27 000 étudiants sur 134 000 habitants.

*par Isabelle Boidanghein*



---

VP14 - RURALITÉ,  
DÉVELOPPEMENT DU  
NUMÉRIQUE, FAMILLE...

---

## Le wifi gratuit s'étend sur le port de Calais

Nous avons pris beaucoup de retard sur son déploiement, aujourd'hui je suis satisfait de ce nouveau service à nos clients...» explique le président directeur général du port Boulogne-Calais, Jean Marc Puisseuseau. Il l'affirme : « Cela n'a rien à voir le démantèlement de la Jungle... C'est un service indispensable que nous sommes heureux de proposer à nos clients. » Le wifi, présent sur le port depuis 2010, est désormais accessible gratuitement sur l'ensemble du terminal transmanche et dans toutes les zones d'attente. L'extension de la zone de couverture et le passage à la gratuité sont particulièrement utiles pour les voyageurs, touristes ou professionnels, dont peu disposent de forfait français pour accéder à internet. Avec une bande passante totale de 200 Mb/s, le

réseau wifi gratuit du port permet désormais d'assurer jusqu'à 750 connexions simultanées. Un système « itinérant » est également prévu pour permettre aux voyageurs de circuler dans l'enceinte du port sans avoir besoin de se reconnecter. Avec 10 millions de passagers internationaux et 1,8 million de poids lourds venus de toute l'Europe chaque année, le port a adapté son offre wifi en proposant un portail d'accès wifi disponible dans les 5 langues les plus utilisées par ses usagers : français, anglais, espagnol, allemand et polonais.

### Comment ça marche ?

Accessible à tous depuis le réseau calaisport\_freewifi, les passagers n'auront qu'à répondre à un formu-

laire d'inscription très simple pour pouvoir se connecter. Une fois enregistrés, ils seront automatiquement reconnus lors de leurs prochains passages, ce qui est particulièrement appréciable pour les chauffeurs poids-lourds faisant régulièrement la navette entre Calais et Douvres. En 2010, le port de Calais a été l'un des tous premiers ports connectés en wifi. Néanmoins, le service n'était accessible que depuis certains endroits du port. C'est la société Atlanteam qui a remporté l'appel d'offres lancé en mai 2016 pour permettre le déploiement du réseau wifi à l'ensemble du Terminal Transmanche. L'amélioration du service représente un investissement initial de près de 100 000 euros hors coût de fonctionnement. ■



## Bernard Cazeneuve à Calais hier : pas d'annonce, mais des hommages

**C**ALAIS. En visite express à Calais hier soir, le ministre de l'Intérieur a rendu un très long hommage à tous les acteurs qui ont contribué au démantèlement de la « jungle » de Calais. Forces de l'ordre, pompiers, associatifs, Calaisiens, préfets de région (qui ont accueilli partout en France les migrants dans des centres de répit), et même ses adversaires politiques locaux (la sénatrice-maire LR Natacha Bouchart et le président de Région LR Xavier Bertrand) : tous y ont eu

droit. Seules « bêtes noires » du ministre dans ce tableau presque idyllique : les passeurs et les militants No Border, qui « encourageaient » les migrants à tenter le passage en Angleterre... La « jungle » et le centre d'accueil mis en place par l'État « ne pouvaient pas durer sur le long terme », a poursuivi Bernard Cazeneuve. Affirmant que le démantèlement était « définitif », il a ajouté que des forces de l'ordre (sans préciser combien) resteraient présentes à Calais pour éviter toute réinstallation

de migrants. Et que des propositions seraient faites d'ici la fin de la semaine par deux experts missionnés pour envisager l'« après-Calais » sur le plan humanitaire : « Un dispositif humanitaire demeurera. » Enfin, le ministre a promu la préfète du Pas-de-Calais Fabienne Buccio officier de la Légion d'honneur : il a souligné son rôle prépondérant dans « la réussite » du démantèlement. M.G.O. ■



---

---

# VP15 - SANTÉ

---

---

## Nouvel hôpital de Sambre-Avesnois : objectif 2020 !

**M**AUBEUGE. Dans les cartons depuis près de dix ans, le projet de construction d'un nouvel hôpital à Maubeuge prend enfin forme. La venue de la ministre de la Santé hier, dans le sud du département du Nord, et l'enveloppe de 40M€ allouée à la construction de l'équipement, a officiellement acté le coup d'envoi de la réalisation du projet sambrien. Un dossier revu largement à la baisse depuis ses prémices (242M€ hier contre 115M€ aujourd'hui), mais indispensable pour ce territoire désertifié médicalement, dont tous les indicateurs de santé sont au rouge (cancer, alcool, suicide, obésité, diagnostics tardifs...), et dont l'actuel bâtiment principal des années 60 est devenu plus qu'obsolète. Arguments égale-

ment retenus par Marisol Touraine pour justifier l'apport de cette enveloppe de 40M€ de l'État, contre les 28M€ prévus initialement. Le reste (75M€) étant à la charge de l'hôpital, via des emprunts. Au second semestre 2020 devraient donc sortir de terre, sur près de 5,5hectares, 32000m<sup>2</sup> de modernité, de numérique et de services. Médecine, chirurgie et obstétrique y seront toujours traitées, et l'intégralité des services existants déplacés (cardiologie, neurologie, diabétologie, réanimation, soins continus, maternité...). Des spécialités, telles le « télé AVC » (traitement à distance des AVC), que le centre sambrien souhaite conforter, tout en laissant une plus grande place à l'ambulatoire, à l'instar des

directrices nationales. Économie oblige. Conséquence : une réduction de 8% du nombre de lits (de 290 à 265), qui suscitent, entre autres, la crainte des syndicats, qui n'étaient pas conviés à la visite ministérielle. Ces derniers dénoncent une prise en charge dégradée et un groupement hospitalier de territoire qui risque de menacer les effectifs maubeugeois, à l'échelle du Hainaut. Des craintes balayées par la direction qui assure maintenir les effectifs (1600 professionnels dont 150 médecins), dans la future structure hospitalière, à condition que l'activité, elle aussi, perdure. CÉCILE DEBACHY ■



## Infirmiers fatigués et non-syndiqués, Carine, Julien, et Laura témoignent

PAR BERNARD VIREL  
region@lavoixdunord.fr région.  
Ils sont de générations différentes, mais partagent tous un quotidien professionnel difficile. Julien Vieillé, 27ans, Laura Hentati, 25ans, et Carine Gonez, 46ans, non-syndiqués, employés au service de réanimation cardio-vasculaire, témoignent aujourd'hui, sur leur métier, une vocation qu'ils ont parfois bien du mal à assurer. - Un nombre de patients de plus en plus lourd Pour Carine, par rapport à il y a vingt ans, les « moyens n'ont pas suivi la prise en charge de patients plus âgés ». Il n'est pas rare, selon elle, d'avoir des malades, opérés ou mis sous assistance cardiaque, de 75-80ans, qui « mobilisent » un infirmier « au moins pour les premières vingt-quatre heures ». Alors que les effectifs n'ont parallèlement pas augmenté : « Il y avait autrefois six infirmiers et un médecin anesthésiste pour dix-huit lits en réanimation. » Il y a « aujourd'hui huit infirmiers, voire neuf le matin, tou-

jours pour dix-huit lits, sauf qu'on a ajouté six patients en soins continus. Les médecins anesthésistes, eux, sont maintenant quatre ». S'ils voient plutôt d'un bon œil, comme chacun, les progrès de la médecine, ils déplorent que le « ratio patients-infirmiers » n'ait pas été revu à la hausse. - Des « rappels chaque semaine » « Nous sommes rappelés sur les jours de repos, chaque semaine, pendant les vacances aussi », témoignent Julien, Laura et Carine. Alors même que les heures supplémentaires s'accumulent : 3522heures en plus depuis le début de l'année (un compte arrêté au mois d'août) sans compter les comptes épargne-temps qui enflent. Même Laura, quatre ans seulement dans le service, compte déjà 123heures supplémentaires et dix jours sur son compte épargne. Ce qui ne fait qu'accentuer les problèmes « avec des départs à la retraite anticipés mais qui ne sont pas remplacés ». - Une « souffrance au travail » Si on y ajoute la pression des

malades, de la hiérarchie, ils déplorent une véritable « souffrance au travail ». Laura se souvient : « On n'arrête pas de nous en demander plus. J'ai pleuré il y a quelques semaines dans les bras de ma cadre. C'est trop difficile. Heureusement, j'ai pu poser des jours de congé après cet épisode. » Julien reconnaît qu'il n'arrive parfois « plus à dormir », ne supportant plus l'enchaînement des cycles de jour et de nuit. Au final, ils ont le sentiment qu'on mise beaucoup sur « un sentiment de culpabilité » pour faire tourner coûte que coûte le service. - « Manque de reconnaissance » Julien déplore « un manque de reconnaissance : on aime ce qu'on fait mais on voudrait juste avoir les moyens de bien le faire ». Autre grief : la rémunération. Julien touche 1680€ net par mois, une infirmière comme Carine, 2100€. Trop peu pour eux quand « on a la vie des patients entre ses mains ». ■



---

## Les libéraux également mobilisés

RÉGION. Les infirmiers libéraux participeront eux aussi au mouvement de grève, qui associe pas moins de dix-huit organisations professionnelles, tous horizons confondus, et rejoindront le cortège régional devant l'ARS à 11h30, aujourd'hui, à Lille. Avec en tête, explique Matthieu Dworniczak, président du syndicat libéral Sniil 59, plus particulièrement deux revendications. « Nous réclamons une re-

fonte de la codification des actes qui est très obsolète, explique-t-il, ce qui fait que nous ne pouvons pas faire certains actes comme par exemple la mise en place d'anesthésiques au plus près de la racine d'un nerf alors que nous sommes formés pour. » Autre grief : « Nous réclamons de pouvoir vacciner toutes les personnes contre la grippe alors que nous ne pouvons le faire que pour les personnes âgées de plus de 65ans.

Nous souhaiterions aussi que ce soit possible pour tous les autres vaccins. » D'autant qu'une expérimentation devrait être mise en place à partir de l'an prochain pour les pharmaciens. Reste que, comme pour leurs collègues du public, les infirmiers libéraux assureront aussi aujourd'hui « la continuité des soins ». ■



## Malaise

**M**alaise Si dans le monde d'aujourd'hui, une profession devrait bien se porter, c'est celle des infirmières (elles sont majoritaires à 87%! ). Car, comme pour les autres professions de santé, les besoins ne cessent d'augmenter, avec une population chaque jour un peu plus

vieillissante à soigner. Pourtant, le malaise est bien présent, en raison notamment de moyens pas à la hauteur - les heures supplémentaires ne cessent de s'accumuler - et sur la nécessité de gérer de façon de plus en plus rigoureuse les hôpitaux. Dès lors, pas étonnant que les profession-

nels évoquent, pêle-mêle, un manque de reconnaissance et des salaires pas suffisamment revalorisés. Des griefs qui rappellent encore une fois que la vocation, même si elle n'a pas de prix, a quand même des limites. ■



## Où paye-t-on le plus cher sa prime d'assurance santé ?

Selon une enquête de Lelynx.fr, le prix moyen de la prime d'assurance santé varie fortement selon les régions.

Par Erwan Bruckert

Le comparateur d'assurances en ligne Lelynx.fr a publié ce matin son premier baromètre consacré aux primes d'assurance santé. Réalisée entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et le 31 août 2016, l'étude repose sur un échantillon colossal de 152 760 utilisateurs du site Internet du comparateur. Elle permet d'identifier notamment quel est le prix moyen de la prime d'assurance santé payée par les habitants de chaque région. Et donc, d'en établir le classement...

### La prime la plus chère est... francilienne

Sans surprise, c'est l'Île-de-France qui remporte le palmarès de la prime d'assurance la plus élevée. « Dans ce type de classement, la région est quasiment systématiquement mal placée, analyse Amina Walter, la directrice du développement de Lelynx.fr. Comme il y a un mois, lorsque nous avons dévoilé notre baromètre des primes d'assurance habitation. » Il existe en effet un véritable fossé entre l'Île-de-France et la province, avec un surcoût des dépenses de santé des Franciliens estimé à 6,5%. « C'est le revers de la médaille, reprend la directrice. D'un côté, les honoraires y sont effectivement plus élevés. Mais de l'autre, c'est en Île-

de-France que les spécialistes sont les plus nombreux et les accessibles. » Deux autres facteurs sont également à prendre en compte, selon Lelynx.fr : d'une part, le niveau de pollution est nettement supérieur à la moyenne nationale, engendrant davantage de dysfonctionnements respiratoires.

D'autre part, la concentration importante d'habitants au mètre carré favorise la propagation des maladies.

### Les habitants du Nord-Ouest sont moins bien couverts

A contrario, ce sont dans les régions Pays de la Loire, Bretagne et Normandie que les primes moyennes d'assurance santé sont les plus faibles. Un résultat logique, puisque d'après les chiffres du ministère de la Santé, c'est également dans ces mêmes régions que les dépassements d'honoraires y sont globalement les plus réduits.

Mais une autre explication est à mettre en avant, plus individuelle, « plus comportementale », selon Amina Walter. Les assurés de ces régions auraient en effet tendance à privilégier, plus que les autres, des faibles niveaux de prise en charge.

A titre d'exemple, 57 % des Bretons se contentent du minimum pour le remboursement des soins médicaux. Et 54 % des Normands et des habitants de la Loire font de même pour leurs frais d'hospitalisation. A comparer avec une moyenne nationale de 43 %, tous postes de santé confondus.

### Alsace-Moselle, le cas à part

Dans la région Grand-Est, en Alsace et en Moselle, la prime moyenne d'assurance santé est plus basse que partout ailleurs. Pour une raison somme toute assez simple : les Alsaciens et les Mosellans sont en effet obligatoirement affiliés à un régime local exceptionnel, unique en France, vestige de la réglementation impériale germanique de 1911.

Du fait de l'existence du régime local obligatoire de sécurité sociale, les mutuelles sont moins chères en Alsace-Moselle que dans le reste de la France. De plus, les taux de remboursement des actes et soins médicaux pris en charge par l'Assurance maladie y sont également plus importants. ■



## Comment alléger la note ?

Votre complémentaire santé vous coûte chaque année un peu plus cher ? Vous aimeriez alléger un peu la facture ? Voici quelques questions simples à vous poser. **1) Mon contrat me correspond-il ?** Il faut effectivement vérifier que votre contrat est adapté à votre profil, c'est-à-dire à votre état de santé, à votre âge, etc. Et ce, notamment, dans les trois domaines qui pèsent le plus dans la fixation des tarifs des mutuelles : les soins dentaires, l'optique et les audioprothèses. Inutile donc de souscrire à une offre trop généreuse sur les aides auditives si vous êtes jeune et que vous n'avez pas de problème d'ouïe. **2) Ai-je besoin d'être aussi bien couvert sur Les dépassements d'honoraires ?** « A Paris ou dans certaines villes de la Côte d'Azur, trouver un spécialiste qui ne pratique pas de dépassements d'honoraires est très difficile », rap-

pelle Matthieu Escot, responsable des études auprès de l'association de consommateurs UFC-Que choisir. Donc, dans ces zones, mieux vaut s'en prémunir. A l'inverse, ailleurs, on peut souvent s'en passer.

### 3) Comment faire jouer la concurrence ?

Une fois vos besoins bien identifiés, vous pouvez vous lancer dans les recherches de nouveaux contrats, notamment sur Internet. « Les comparateurs en ligne ne sont pas de mauvais outils, mais ils ne proposent qu'un nombre limité d'offres », souligne Matthieu Escot. Il faut donc faire le tour des agences physiques des mutuelles et des assureurs. « Mais aussi votre assureur habitation ou votre banque qui peuvent faire un geste commercial. »

### 4) Est-ce plus rentable de ne pas s'assurer du tout ?

Si vous êtes jeune et en bonne santé, la question peut s'étudier. En cas de pathologie lourde (cancer, etc.), c'est en effet l'Assurance maladie qui prendra en charge vos dépenses de santé. Mais c'est un jeu dangereux. « Même lorsque la prise en charge est dite à 100 %, le patient peut se retrouver avec des dépassements d'honoraires », signale l'expert d'UFC-Que choisir. Autre risque : vous n'êtes pas en longue maladie, mais votre médecin vous envoie faire des examens pendant plusieurs jours à l'hôpital. « Là aussi, le reste à charge peut atteindre 1 500 €. » ■

PHOTOPQR/ « LE TELEGRAMME » /F.  
Destoc

par B.c.



---

---

# POLITIQUE RÉGIONALE

---

---

## L'insondable Michel Garand reste une énigme politique

Que devient Michel Garand ? Le mieux c'est encore de demander au principal intéressé. « Je suis toujours sur Saint-Quentin, je bouge beaucoup », assure la tête de liste PS des dernières municipales. Il n'en dira guère plus. Un an et demi après sa démission du conseil municipal l'homme reste toujours aussi discret. On aimerait avoir son analyse à froid sur cette aventure électorale. « Je n'ai pas envie de le faire. » Sur les raisons de son départ. Là encore, pas plus de succès. Pour lui, la vie politique, « c'est terminé ». Fin de la conversation. Michel Garand garde son mystère. Peu de ses colistiers ont encore des nouvelles de lui. Surtout, aucun ne connaît réellement les raisons de sa retraite politique prématurée même si tous officiellement « respecte (nt) sa décision ». À l'image de Jacques Héry, conseiller municipal d'opposition, qui avait été l'un des principaux partisans de sa candidature. « Un pari perdu », concède-t-il même s'il ne regrette rien. « C'est l'un des rares qui voulait y aller », se souvient-il. L'homme, inconnu du grand public, faisait consensus dans le parti. « On savait que ça serait difficile », ajoute Jean-Pierre Lançon, secrétaire de la section PS de Saint-Quentin. Ce dernier ne remet pas en cause la campagne qui s'est passée « normalement » mais n'a pas tellement goûté son départ après la dé-

faite. « Sa décision de partir est personnelle, je la respecte. Je lui ferai un petit reproche, quand on est élu, on honore son mandat. » Jacques Héry regrette aussi que son chef de file soit parti si tôt. Carole Berlemont, deuxième sur la liste, est sensiblement sur la même longueur d'onde. Pour elle, quitter le navire « ce n'est pas ma conception de la politique ». Tous les trois se montrent toutefois bienveillants avec leur ancien leader. « Il peut y avoir des raisons personnelles. L'âge, ou l'envie de passer à autre chose. On ne les connaît pas. », résume Carole Berlemont. C'est bien là le problème, Michel Garand ne s'est jamais expliqué sur son choix de quitter le conseil municipal et la vie politique. « Être élu ce n'est pas un CDD, c'est un engagement moral », coupe Jean-Jacques Thomas secrétaire départemental du PS. Le maire d'Hirson ne considère absolument pas la démission de la tête de liste comme un abandon. « Quand on ne prend plus plaisir à siéger, je pense qu'il faut passer à autre chose. » S'il voit l'engagement politique comme une décision collective, Jean-Jacques Thomas estime que la quitter est une décision personnelle. Ce que ne conteste pas Emmanuel Mousset. « Mais on s'explique. Là, il n'y a eu aucune explication », regrette l'ancien candidat à la candidature pour la tête de liste PS. « Il était parti

pour gagner, pas pour être dans l'opposition », analyse l'ancienne conseillère régionale Anne Ferreira. « Je ne pense pas qu'il avait vocation à siéger dans l'opposition pendant six ans », complète Jacques Héry. Emmanuel Mousset nuance cette conception. « C'est un homme intelligent, il savait qu'il s'engageait pour six ans. On avait plus de chance de perdre que de gagner », rappelle-t-il. Selon lui, « il n'était pas prêt pour le job ». Non pas pour la fonction de maire, « il avait les compétences », mais pour le rôle de chef de l'opposition. « Je ne le voyais pas partir à l'offensive, à la bataille. Il a suffi de peu de chose pour qu'il abandonne. » Anne Ferreira veut rester positive. Elle voit dans cette démission, une chance pour des personnalités plus jeunes comme Carole Berlemont ou Stéphane Andurant qui l'a remplacé au conseil municipal. Mais pour Emmanuel Mousset « c'est catastrophique », car le PS se retrouve sans leader. Pas de quoi inquiéter les élus actuels. « On est passé à autre chose », souligne Carole Berlemont. Personne au sein de son courant ose parler de désertion ou d'abandon. « Ce n'est pas dans mon vocabulaire. Je parlerais plutôt de mystère », conclut Emmanuel Mousset non sans une certaine amertume. Olivier De Saint Riquier ■



## « Il n'a pas été épargné »

Il était là « pour renverser la table », « sortir des politiques traditionnelles ». Peu connu du grand public, Michel Garand a été désigné tête de liste aux municipales de 2014 face à Emmanuel Mousset. Ce dernier « ne représentait que lui », persifle un membre du PS, contrairement à Michel Garand qui satisfait tous les courants. Mais la mayonnaise ne prend pas et Michel Garand ne parvient pas à endosser l'image de l'homme providentiel qu'aurait souhaité le PS. De plus, il se retrouve

confronté à un requin politique en la personne de Xavier Bertrand. Il n'y aura même pas de second tour. La liste ne recueille que 17% des voix, loin derrière la liste UMP et trois points derrière le FN. Un an plus tard, l'affrontement avec XB se poursuit au tribunal où la tête de liste PS est condamnée pour diffamation à la suite d'un tract. Le lendemain, il démissionne du conseil après seulement une intervention lors de la séance d'installation, sans jamais en expliquer clairement les raisons.

Pour les socialistes, la condamnation a beaucoup pesé dans la balance. « Pas grand-chose ne lui a été épargné », souligne Jacques Héry, faisant référence à Xavier Bertrand mais aussi à son propre camp. « Peu nombreux sont ceux qui l'ont soutenu au moment du procès. » La goutte d'eau sans doute pour un homme qui de l'avis général « avait sans doute des raisons personnelles » pour quitter la vie politique. ■



---

---

# POLITIQUE NATIONALE

---

---

## Xavier Bertrand livre ses réflexions

Quel Xavier Bertrand a répondu à la Fondation Concorde (1) mercredi soir ? Le président de Région ? Assurément, à entendre la défense de son action. Il vante sa politique pour l'emploi avec un bilan affiché à 50 000 emplois, il parle de l'alignement du tarif de la vignette dans le Nord - Pas-de-Calais sur celui, plus bas, de Picardie, ou d'une aide à la garde d'enfants pour les parents travaillant. Interrogé sur les données personnelles en termes de santé, il annonce que la Région va financer une partie d'une chaire universitaire sur le transhumanisme (2). À l'État, il demande des marges de manœuvre, comme une expérimentation sur les règles appliquées aux apprentis.

### Pas le soutien de Nicolas Sarkozy

Est-ce l'ex-candidat à la présidentielle qui s'exprime ? Xavier Bertrand a remballé ses ambitions, pas toutes ses réflexions. Il aurait aimé introduire quelques idées dans le débat. La baisse des dépenses publiques ? « Une politique de comptable », balaie-t-il, en insistant davantage sur les investissements et le pouvoir d'achat. « Un pays dans lequel ceux qui gagnent un peu au-dessus du SMIC n'arrivent pas à s'en sortir, c'est un pays qui ne tourne pas rond », insiste-t-il. Futur soutien d'un candidat ? Son choix n'est « pas fait à 100% ». Si on sent un certain intérêt pour Nathalie Kosciusko-Morizet sur les questions de nouvelles formes de marché du travail, il nuance immédiatement en insistant sur la permanence de l'industrie et de son salariat. Une critique sur les « expres-

sions très fortes et le ton stigmatisant » élimine Nicolas Sarkozy des pronostics. Quoi qu'il en soit, l'enthousiasme ne sera pas formidable. Pour la plupart, ce sont « des projets que les candidats rêvaient de voir appliqués depuis 2012 mais ce ne sont pas, à mon sens, les projets dont a besoin le pays pour les dix ou quinze ans qui viennent », lâche-t-il. Ne voyez là, prie-t-il, aucune aigreur de n'être plus dans la compétition. Matthieu Verrier (La Voix du Nord)  
1. La Fondation Concorde est un groupe de réflexion fondé en 1997 par des universitaires et des hommes et femmes d'entreprise. Elle rassemble plus de 2 500 membres et plusieurs dizaines d'experts qui formulent des propositions, transmises ensuite aux décideurs politiques.  
2. Le transhumanisme, technologie aidant, vise à allonger la durée de vie en bonne santé. ■



# Sarkozy revient dans son ancien fief

L'ancien chef de l'État était lundi en meeting à Neuilly, ville dont il a été le maire pendant presque vingt ans.

JUDITH WAINTRAUB @jwaintraub

**PRIMAIRE** Retour à Neuilly. Nicolas Sarkozy a tenu un meeting lundi soir dans la ville dont il fut maire pendant presque vingt ans, de 1983 à 2002. Avec le centriste Jean-Christophe Fromantin, élu en 2008, les Neuilléens ont définitivement tourné la page du sarkozysme. Aujourd'hui, leur député maire actuel, qui n'a pas été invité au meeting, rêve lui aussi d'un destin présidentiel, hors de l'UDI avec laquelle il a rompu.

Patron des Hauts-de-Seine de 2004 à 2007, Nicolas Sarkozy n'a pas non plus gardé que des amis chez les Républicains du département. À commencer par Patrick Devedjian, son successeur, qui a rallié Alain Juppé. Parmi les autres députés, l'ex-chef de l'État bénéficie du soutien de Patrick Balkany, maire de Levallois-Perret, et de Jacques Kosowski, maire de Courbevoie. Le sénateur Roger Karoutchi est l'un des piliers de sa campagne, à laquelle participent activement les deux députés européens du cru, Constance Le Grip et Philippe Juvin, maire de La Garenne-Colombes, Jean-Jacques Guillet, le député-maire de Chaville ou encore Patrick Ollier, député-maire de Rueil-Malmaison, compagnon de Michèle Alliot-Marie.

En revanche, le sénateur Jacques Gautier, maire de Garches, a choisi

Alain Juppé et sa collègue Isabelle Debré, François Fillon. Quant au député Thierry Solère, proche de Bruno Le Maire, ses fonctions de président du comité d'organisation de la primaire lui

permettent de rester neutre jusqu'au soir du deuxième tour. Dans le département, Nicolas Sarkozy espère encore décrocher le soutien de Geoffroy Didier. Le cofondateur de la Droite forte,

vice-président de la région Île-de-France chargé du Logement, a repris langue avec Brice Hortefeux, dont il fut longtemps le collaborateur, mais hésite encore pour la primaire entre Sarkozy et Juppé. « Je vais passer la semaine à étudier les propositions de chacun, explique-t-il au Figaro. Juppé a un projet de droite, ce que j'apprécie, et le projet de Sarkozy est bien aussi... sur le papier. »

Valérie Pécresse, la présidente de la région, a rallié le maire de Bordeaux,

## Un numéro pour savoir où voter

La Haute Autorité de la primaire a mis en place à compter de ce lundi un numéro téléphonique qui permet à tous les électeurs désireux de participer aux scrutins des 20 et 27 novembre de trouver leur bureau de vote. Il suffit de composer le 0821 20 2016 (0,12 euro par minute), qui fonctionne de 8 heures à 19 heures. Le site Internet de la Haute Autorité permettait déjà de trouver son bureau en tapant son adresse, mais les candidats ont tous signalé qu'à moins de deux semaines du premier tour, l'information avait encore peu circulé. La mobilisation est l'un des enjeux de l'élection.

après avoir soutenu François Fillon. Sarkozy ne s'en est pas ému outre mesure. Il est le seul des sept candidats à n'avoir pas répondu à la lettre dans laquelle son ancienne ministre a énuméré les propositions qu'elle souhaitait voir reprises. La démarche l'a agacé et il l'a montré en lançant en marge d'un déplacement à Belfort, vendredi dernier : « Qu'est-ce qu'elle est, Valérie Pécresse ? Maîtresse d'école ? » Un autre président de région est très sollicité pour la primaire : Xavier Bertrand, qui, lui, balance entre Alain Juppé et François Fillon. Le maire de Bordeaux tiendra son dernier grand meeting régional avant le premier tour à Lille, le 18 novembre, et le député de Paris y sera mercredi prochain. ■

## Élus de Roubaix, Lys, Hem ou Croix, ils soutiennent Alain Juppé

**R**OUBAISIS. En mars 2015, le maire LR de Roubaix annonçait très tôt son soutien à la candidature d'Alain Juppé dont il est aujourd'hui le coordinateur départemental de campagne. À l'approche du premier tour de la primaire de la droite et du centre (le 20 novembre), plusieurs élus des villes voisines se joignent à Guillaume Delbar pour dire le bien qu'ils pensent du favori des sondages. « Dans cette candidature, je retrouve l'esprit de rassemblement qui nous a permis de gagner ou conforter nos villes, de gagner les départementales puis les régionales », décrypte Guillaume Delbar pour qui, dans cette logique, « tous les sou-

tiens sont les bienvenus », y compris donc les déçus de Hollande. Il loue la réussite d'élu local du maire de Bordeaux. « C'est pour nous la garantie que les territoires seront respectés », poursuit un homme qui n'a toujours pas digéré la réforme des rythmes scolaires.

### « Le besoin d'un chef »

À ses côtés ce samedi matin, Philippe Sibille (LR), adjoint au maire de Hem, Valérie Six (UDI), première adjointe au maire de Croix et conseillère régionale, ou Gaëtan Jeanne (UDI), maire de Lys-lez-Lannoy. Celui de Toufflers, « juppéiste » sans étiquette

politique, Alain Gonce, était excusé. Ils citent chacun les raisons de leur engagement : « Un Européen convaincu » (Philippe Sibille), « le lien social qu'il a su mettre en place dans sa ville » (Valérie Six), ou « le besoin d'un chef qui prend des décisions, ses responsabilités, et nous informe de ce qu'il fait » (Gaëtan Jeanne). Un maire de Lys-lez-Lannoy qui préfère d'ailleurs anticiper en soutenant Alain Juppé : « Je ne voudrais pas avoir à faire un choix entre Le Pen et Sarkozy ou entre Le Pen et Hollande... » CHARLES-OLIVIER BOURGEOT ■



## « Seul mon projet PEUT REDRESSER le pays »

Présidentielle Cinquième invité de notre grande série sur la primaire de la droite, François Fillon. L'ancien Premier ministre, qui remonte dans les sondages, expose son programme choc.

Par V.H. et H.V.

Il a parlé sans notes pendant plus d'une heure et demie : François Fillon, parti le premier chez les Républicains (LR) dans la course à l'Élysée, a eu tout loisir, en trois ans de campagne, de roder, peaufiner et muscler son programme. Le seul, revendique-t-il, capable de redresser, bouger et réformer le pays en profondeur. Mais doit-on le croire, lui qui a tout de même été Premier ministre tout au long du quinquennat Sarkozy ? Pour savoir s'il pourra vraiment tenir ses engagements, la rédaction du « Parisien » -« Aujourd'hui en France » et les experts de la Fonda-

tion pour l'innovation politique l'ont auditionné, dans le cadre de notre série « Demandez le programme » consacrée à la primaire de la droite.

Sur la fiscalité, le temps de travail, les régimes de retraites, mais aussi la lutte contre les djihadistes ou le « réarmement moral » du pays, il préconise un remède choc. Apparemment, cela fonctionne : après une longue stagnation, les sondages frémissent, l'installant à la place de troisième homme, aux dépens de Bruno Le Maire. Et lui qui ne croit pas aux sondages est convaincu qu'il créera la surprise le 20 novembre en se qualifiant pour le second tour — même si

l'écart avec le duo favori Juppé-Sarkozy reste considérable.

Comme pour nos précédents rendez-vous avec les candidats LR (Jean-Frédéric Poisson du PCD fera l'objet d'une interview à part), nous publions l'essentiel de l'entretien, mais vous invitons à découvrir nos vidéos sur le site [Leparisien.fr](http://Leparisien.fr). Prochain rendez-vous : Nicolas Sarkozy. ■

Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), hier. François Fillon est convaincu qu'il créera la surprise en se qualifiant pour le second tour de la primaire à droite.

*par @vhacot1 @henrivernet*



## « Je veux reprendre les privatisations »

### **C**omment comptez-vous réduire les déficits publics ?

Même si François Hollande nous laisse une quarantaine de milliards d'euros de dépenses non financées en 2017 et 2018, je souhaite l'équilibre des comptes publics en 2022. Je propose de réduire de 100 Mds€ la dépense publique au cours du quinquennat. L'effort portera à 30 % sur les dépenses d'Etat, 20 % sur celles des collectivités locales et 50 % sur les dépenses sociales. Je souhaite une réduction de 500 000 emplois dans les trois fonctions publiques.

### **Comment y arriverez-vous ?**

Si on veut réduire les déficits, il faut réduire le nombre des emplois pu-

blics. Mais si on veut que notre Etat soit performant, il faut augmenter le temps de travail des fonctionnaires. Ils devront travailler 39 heures par semaine. Mes concurrents n'ont pas de réponse précise à cette question.

### **Passer à 39 heures, à salaire égal ?**

On ne pourra pas passer de 35 à 39 heures sans un effort de rémunération pour les fonctionnaires. L'idéal serait de partager le gain entre les agents et leur employeur. Je propose donc une négociation pour améliorer la rémunération. Il faudra aussi discuter des perspectives de carrière.

**20 Mds€ de baisse des dotations aux collectivités, c'est le double de ce qu'a fait le gouvernement...**

Oui, il va falloir continuer à baisser les dotations des collectivités locales. Pour que ce soit possible, nous donnerons plus de liberté dans leur gestion, grâce à moins de normes et la possibilité de sortir du statut de la fonction publique territoriale.

### **Allez-vous privatiser des entreprises publiques ?**

Je veux reprendre la politique des privatisations. L'Etat est présent dans des entreprises sans que personne n'en tire de bénéfice. Quel est l'intérêt de rester au capital de Renault ? ■



## Bio express

**P**<sup>ar</sup>

François Fillon, 62 ans, député (LR) de Paris. Ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy, ancien ministre des Affaires sociales et ministre de l'Éducation de Jacques Chirac. Ancien maire de Sablé-sur-Sarthe, ancien député et président du conseil général de la Sarthe, ex-président du conseil régional des Pays de la Loire. Ancien candidat à la présidence du RPR (en 1999) puis à la présidence de l'UMP (en 2012). Candidat à la primaire de la droite et du centre. ■



**« Tout citoyen devrait payer un petit quelque chose »**

**V**ous proposez une suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et une hausse de deux points de la TVA. Vous voulez donc moins d'impôts pour les riches et plus pour les pauvres ?

François Fillon. Quelle caricature ! On assiste impuissants au passage de notre économie sous contrôle étranger. Car il n'y a plus d'investisseurs français, on les a matraqués au plan fiscal. Les revenus du capital sont imposés à 60 % en France, contre 30 % en Allemagne. Ne nous étonnons pas, ensuite, que les investisseurs en France soient qatariens ou américains ! Revenir à une fiscalité du capital raisonnable, c'est une mesure de bon sens.

**Quid de la hausse de TVA...**

Je propose de transférer une partie du financement de la protection sociale sur la TVA, ce qui permettra de baisser les charges salariales qui am-

putent le pouvoir d'achat. Les baisses de charges et d'autres mesures comme un changement du mode de calcul des allocations familiales représenteront de 300 € à 1 600 € par an de pouvoir d'achat supplémentaire.

**Nicolas Sarkozy est très clair sur l'impôt sur le revenu, en promettant une baisse de 10 % pour tout le monde. Votre programme, sur cet impôt, est assez flou...**

C'est au contraire clair et sans démagogie : je ne touche pas à l'impôt sur le revenu pour l'instant car je considère que ce n'est pas possible. Cette question illustre bien la différence entre nos deux programmes. Nicolas Sarkozy souhaite baisser de 17 Mds€ les charges sur les entreprises. Ça ne servira à rien, c'est trop modeste. Je propose de mettre le paquet sur la réduction des charges des entreprises avec une baisse de 40 Mds€. Ma priorité est la relance de l'économie et de l'emploi.

**Vous parlez d' « élargir l'assiette de l'impôt sur le revenu ». Faut-il augmenter le nombre de contribuables comme vous l'aviez fait lorsque vous étiez Premier ministre ?**

Augmenter le nombre de redevables est légitime, car tout citoyen devrait payer un petit quelque chose à la vie de la nation.

**Si vous êtes élu, gardez-vous la réforme du prélèvement à la source ?**

Je suis hostile au prélèvement à la source car il gèlera une fiscalité très injuste. Si je suis élu, j'arrêterai cette réforme. ■

François Fillon est hostile au prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu.



## « Le bras de fer peut être nécessaire »

« Les responsables politiques ont un blocage psychologique, ils considèrent que le pays est irréformable et, du coup, s'abstiennent de le moderniser vraiment. Tout le monde dit que la loi El Khomri a bloqué le pays. Elle n'a rien bloqué du tout ! Le pays a continué de fonctionner. Cette loi a mis 150 000 personnes dans la rue. Pour ma réforme des retraites, en 2003, elles étaient 2,5 millions dans la rue. Et ma réforme a quand même été au bout, ça n'a pas été facile, mais elle s'applique aujourd'hui.

Le pays est plus prêt aux changements que l'on veut bien le dire ! Si l'on recule à l'avance, parce qu'il y a des organisations syndicales qui bloquent tout, cela veut dire que l'on accepte la voie de la décadence, cela signifie que l'on accepte un programme de soins palliatifs pour notre pays. Moi, je veux le redresser, lui rendre sa force ! Je ne souhaite pas l'affrontement, mais le bras de fer peut être nécessaire dans certains cas. Ces questions doivent être mises sur la table. Et les Français trancheront. C'est pour cette raison que je

propose un référendum sur l'inscription dans notre Constitution de l'égalité des régimes sociaux. Avec ce principe constitutionnel, le Parlement devra alors prendre des lois pour faire converger les régimes sociaux, y compris donc les régimes spéciaux. Ce référendum se fera en septembre 2017. La deuxième question de ce référendum portera sur la diminution du nombre de parlementaires car il faut moderniser notre démocratie. » ■



## « Supprimer la durée légale du travail »

« La mesure la plus symbolique, la plus efficace, c'est la suppression de la durée légale du travail et le renvoi à la négociation totalement libre dans les entreprises sur le temps et l'organisation du travail. » ■



## Le retour des djihadistes

« On parle de gens qui sont partis nous faire la guerre ! Donc, moi, je leur ferai la guerre. D'abord, si je le peux, je ferais neutraliser ces djihadistes sur place (NDLR : en Irak ou en Syrie). Cela correspond à quelques centaines de personnes. Moins il y en a qui reviendront en France, mieux ce sera. Deuxièmement, il y a dans la législation française une disposition

qui date du Front populaire, qui permet de retirer la nationalité à toute personne qui tourne les armes contre son pays. Il faudra aussi, en s'entendant avec la Turquie, qu'elle n'accepte pas sur son territoire les djihadistes français qui voudraient rentrer en France.

Il faut dire les choses : ces gens qui sont partis nous combattre avec violence, avec haine, on va les accueillir et les mettre dans des centres de déradicalisation ? C'est se moquer du monde. Si certains reviennent, on les juge et on les met en prison pour un bail... mais l'idéal est d'en accueillir le moins possible sur notre sol. » ■



## « Ce sera très serré entre Juppé, Sarkozy et moi »

**V**otre remontée dans les sondages, à quoi l'attribuez-vous ?

Il n'y a pas de remontée dans les sondages parce que les sondages ne valent rien. Je constate qu'il y a une dynamique de progression, je le sens sur le terrain depuis un certain temps. Le match de la primaire se jouera de façon très serrée entre Alain Juppé, Nicolas Sarkozy et moi. Seul mon projet peut redresser le pays.

**Selon des écoutes réalisées pendant la campagne des municipales à Paris en 2013, Bernard Squarcini, l'ex-patron du Renseignement intérieur, a demandé à Nathalie Kosciusko-Morizet de vous « tuer », politiquement bien sûr. Réclamez-vous, comme Rachida Dati, l'exclusion de NKM de la primaire ?**

Je ne demande l'exclusion de personne. Mais toutes ces rumeurs éclairent d'un jour extrêmement

désagréable une certaine façon de faire de la politique.

**Le ralliement de Valérie Pécresse à Alain Juppé, c'est une trahison ?**

Je suis déçu, mais sans doute est-elle encore plus gênée que moi. Il y a encore peu de temps, elle disait qu'elle hésitait entre Nicolas Sarkozy et moi, et qu'Alain Juppé ne correspondait pas à ses attentes... Je vois bien que lorsque tous les matins on présente Juppé comme le grand favori, ça peut peser sur les esprits. Mais Valérie Pécresse se trompe, parce que je serai au second tour.

**Au sujet des confidences de François Hollande, seriez-vous prêt, comme Eric Ciotti, à saisir la justice pour violation du secret-défense ?**

François Hollande n'est jamais devenu chef de l'Etat, il a un problème d'autorité, de dignité. Sa conception du pouvoir est floue. La démarche de M. Ciotti est vaine, puisque le président bénéficie d'une immunité. La

seule procédure qui peut être conduite, c'est celle de la destitution, mais elle n'a aucune chance d'aboutir, puisque la majorité du Parlement est nécessaire. Reste que je trouve choquant que le sujet ne soit pas débattu. Quand François Hollande met son casque et prend son scooter pour rendre des visites discrètes, ça fait un buzz médiatique gigantesque. Quand il commet une faute aussi grave que de livrer des secrets d'Etat, on a l'impression que ça ne heurte personne...

**Cela mérite une destitution ?**

Il est grave qu'un chef d'Etat passe autant de temps avec des journalistes pour convaincre qu'il est un « vrai président » parce qu'il a fait supprimer des personnes, qu'il leur montre des plans secret-défense pour tenter de leur prouver qu'il tient la barre. C'est une faute objective, contraire à l'intérêt national, et, sur le plan psychologique, ça en dit long sur les fragilités et l'orgueil déçu du personnage. ■



**« Je ne reviendrai pas sur le mariage pour tous »**

**V**ous voulez « réécrire » la loi sur le mariage pour tous. Cela veut-il dire que vous, président, il n'y aura plus de mariage entre personnes du même sexe ?

Non. Bien qu'hostile au mariage pour tous, je ne veux pas revenir sur un fait acquis qui ne ferait que dresser un peu plus les Français les uns contre les autres.

**Mais Sens commun, une association issue de la Manif pour tous, vous soutient...**

J'en suis heureux, car il y a chez eux des valeurs que je partage, mais je ne réponds pas à toutes leurs revendications, dont celle d'abroger la loi. Je souhaite en revanche réécrire le volet concernant le droit de la filiation en inscrivant comme principe qu'un enfant est toujours le fruit d'un homme et d'une femme.

**C'est remettre en cause l'adoption par les couples homosexuels ?**

L'adoption sera toujours possible, mais elle ne pourra plus être plé-

nière. En clair, la loi ne permettra pas de considérer qu'un enfant est de manière exclusive fils ou fille de deux parents du même sexe. La procréation médicalement assistée (PMA) doit, elle, être strictement réservée, pour raison médicale, aux couples hétérosexuels.

**En 2005, alors ministre de l'Éducation, vous aviez renoncé à votre réforme du bac. Comment croire que vous irez au bout de celle que vous prônez aujourd'hui ?**

Ce n'est pas la rue qui m'a fait reculer, mais le président Chirac. Je ne pouvais pas avoir à dos les syndicats étudiants et le président ! Mais si je suis élu, elle se fera. Je propose un bac avec une part de contrôle continu et cinq épreuves au choix.

**Un récent rapport du Conseil national d'évaluation du système scolaire dit que la France est le pays le plus inégalitaire de l'OCDE. Comment rendre l'école plus juste ?**

En arrêtant de reculer devant le diktat d'organisations syndicales qui verrouillent le système. 40 % des élèves en CM 2 ne maîtrisent pas les savoirs fondamentaux. L'urgence est la réforme de l'école primaire. Je voudrais qu'elle commence dès 5 ans, que 75 % de son temps soit consacré à la lecture-écriture- calcul et qu'il ne soit plus possible de la quitter sans avoir le niveau requis pour entrer dans le secondaire.

**Vous souhaitez aussi le retour de l'uniforme...**

Je ne prône nécessairement pas le costume-cravate, mais une tenue choisie par chaque établissement, comme un jean et un tee-shirt de la même couleur. Au moment où le pays est bousculé par les débats sur les symboles vestimentaires (voile, burkini), je propose de mettre en place cette tenue uniforme. L'éducation passe aussi par l'autorité et le respect. ■



PRIMAIRE EELV

## Pour les écolos, c'est Jadot

### L'eurodéputé Yannick Jadot l'emporte largement contre Michèle Rivasi

Par Charles Sapin

Les sympathisants Europe Ecologie-les Verts (EELV) ont mis, hier soir, un terme au suspense laissé par l'élimination de Cécile Duflot au premier tour de la primaire écologiste en vue de l'élection présidentielle de 2017. Favorisé par une participation de 82 % des quelque 17 000 inscrits, soit de dix points supérieure à celle du premier tour, Yannick Jadot l'emporte largement sur sa rivale Michèle Rivasi, avec 54,25 % des voix.

Le choix entre les deux eurodéputés n'aura pas été aisé pour les sympathisants écologistes. « On a eu beau chercher, même en regardant bien, rien ne les différencie, commente le chercheur à Sciences-po Daniel Boy, spécialiste de l'écologie politique. Seule les séparait cette querelle insignifiante sur le fait de reconnaître publiquement, ou non, que le candi-

dat écologiste n'a aucune chance de l'emporter en 2017 ! »

Même parcours, même ligne politique et mêmes propositions à de rares exceptions près, ces deux anciens de Greenpeace tirent aussi les mêmes conclusions de la participation des Verts au gouvernement : pas d'accord avec le PS pour les scrutins à venir. Une position qui, bien qu'adoptée à l'unanimité lors du dernier congrès du parti en juin, est loin d'éclaircir son avenir.

Sans allié, la quête des 500 parrainages nécessaires pour 2017 s'annonce incertaine. Avec seulement deux cents signatures, Yannick Jadot enregistre déjà un léger retard par rapport à Eva Joly, à la même période en 2012. Le problème n'est pas tant la présidentielle, où le candidat écologiste est crédité de 2 à 3 % des intentions de vote dans les sondages. C'est surtout lors des législatives, en

juin, que le parti s'attend aux plus grosses déconvenues. Sans désistement du PS en sa faveur, il risque de voir fondre le nombre de ses députés...

« C'est terminé. Ils n'auront plus de groupe ni au Sénat, ni à l'Assemblée nationale. Ça va leur coûter beaucoup d'argent, pronostique Daniel Boy. Le parti n'est pas mort, mais il va mécaniquement perdre énormément en capacité de mobilisation comme en visibilité. » Il n'empêche, dans l'élan de sa victoire, Yannick Jadot a promis de porter « un récit de l'écologie profondément subversif, exaltant et pragmatique ». ■

Paris, hier. Yannick Jadot est applaudi à l'annonce des résultats. Il a obtenu 54,25 % des voix au second tour de la primaire EELV.

par @csapin



## La grande fatigue démocratique des Français

Ce système politique fonctionne « de moins en moins bien » pour 77 % des personnes interrogées

Abstention massive et récurrente, rejet des structures partisanes et institutionnelles, profonde défiance vis-à-vis des responsables politiques en général et de l'exécutif en particulier... Le malaise, sinon la crise démocratique qui touche la France (comme d'autres pays comparables) n'est pas chose nouvelle. Les derniers résultats d'une enquête Ipsos-Sopra Steria pour *Le Monde*, l'Institut Montaigne et Sciences Po, en révèlent l'ampleur. Elle est considérable.

Intitulé « Les Français, la démocratie et ses alternatives », ce sondage a été réalisé par Internet, du 21 au 25 octobre, auprès de 1 002 personnes. Une enquête similaire avait été publiée en février 2014, ce qui permet de mesurer l'évolution de l'opinion à ce sujet. Et de constater à quel point l'insatisfaction des Français sur le fonctionnement de notre système démocratique est non seulement massive, mais croissante.

Ainsi, 57 % des personnes interrogées – et jusqu'à 78 % des sympathisants du Front national et 66 % de ceux du Front de gauche – estiment que la démocratie fonctionne mal. Pire encore : plus des trois quarts des sondés (77 %) pensent que ce système démocratique fonctionne « de moins en moins bien ». Soit 14 points de plus qu'en 2014.

Seul un Français sur cinq (20 %, ? 13 points) juge que « cela ne change pas vraiment ». Une infime minorité, 3 % (? 1), considère que le système démocratique fonctionne « de mieux en

mieux ». Les plus pessimistes sont, là encore, les sympathisants du Front de gauche et du FN (86 % dans les deux cas). Mais leur avis est partagé par 77 % des sympathisants du parti Les Républicains (LR), et il est devenu nettement majoritaire (57 %, contre 42 % en 2014) parmi les proches du Parti socialiste (PS).

Explications conjoncturelles  
Fort logiquement, ce diagnostic s'accompagne d'un moindre attachement au régime démocratique : 68 % (? 8 points par rapport à 2014) estiment qu'il est « irremplaçable ». Désormais, quasiment un tiers des sondés (32 %, + 8) sont d'un avis contraire, trouvant que « d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie ». La forte progression de cet avis, depuis un peu moins de trois ans, est particulièrement sensible chez les cadres (31 %, + 14) et les employés (40 %, + 13).

On peut déduire de cette insatisfaction croissante qu'à tout le moins, aucune réponse satisfaisante n'a été apportée dans l'intervalle aux yeux des Français. Au contraire. Il y a à cela des explications conjoncturelles : l'emprise grandissante du sentiment d'insécurité – avec les attentats terroristes –, le débat sans fin sur la déchéance de nationalité, les conflits sur la loi travail, n'ont certes pas contribué à les réconcilier avec les conditions dans lesquelles les décisions sont prises et appliquées.

Pour autant, si le degré d'insatisfaction est de plus en plus important, sa nature est plus difficile

à cerner. Cette enquête montre en effet que les Français, indépendamment de la conjoncture politique, n'ont pas tous la même conception de la démocratie, ni les mêmes attentes.

Pour Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos, cette « diversité de points de vue » est l'un des enseignements majeurs de ce sondage. De manière générale, la corruption des élus et l'impression que le processus électoral est artificiel – « *Il y a des élections, mais ça ne change rien* » – arrivent en tête des raisons citées par ceux qui estiment que la démocratie fonctionne mal.

Clivage partisan

Au-delà de ce constat assez largement partagé, les sympathisants du Front de gauche et, dans une nettement moindre mesure, ceux du PS, donnent une dimension sociale à leur appréciation. « *Il y a trop d'inégalités* » est la première raison citée au Front de gauche, où l'on évoque également la question de la pauvreté. Rien de tel à droite où, pour expliquer les dysfonctionnements de la démocratie, on cite en premier lieu la raison suivante : « *Il y a trop d'insécurité, de zones de non-droit.* »

Un autre clivage partisan apparaît sur la perception du rôle des acteurs du système démocratique. En moyenne, pour l'ensemble de l'échantillon, les partis politiques, les syndicats et les médias forment – dans cet ordre – le trio de tête des acteurs qui constituent « un frein à l'amélioration de la

*situation en France ».*

A gauche, les chefs d'entreprise sont fréquemment cités, alors qu'à droite, ce sont les syndicats et les associations. Les sympathisants du FN ma-

nifestent une aversion particulière pour les médias et les intellectuels. Si la conception de la démocratie n'est pas la même, et si le rôle de ses acteurs est perçu différemment, sans doute est-il difficile d'apporter une

seule et même réponse à ce désenchantement.

**Jean-Baptiste de Montvalon ■**

*par Jean-Baptiste De Montvalon*



## Un tiers des Français enclins à essayer un système politique alternatif

40 % des sondés plébiscitent la participation de tous les citoyens, 20 % un régime autoritaire

Après la vague de régimes autoritaires qui recouvrit l'Europe dans les années 1930 et pendant la seconde guerre mondiale, la démocratie revint avec la paix à partir de 1945. La France retrouva alors la République, le parlementarisme et le pluralisme politique. Pourtant, soixante-dix ans plus tard, une grande fatigue démocratique semble saisir des pans entiers de la société française. Cette apparente lassitude se nourrit d'un constat que la démocratie ne fonctionne plus bien aujourd'hui.

57 % des Français interrogés fin octobre considèrent que la démocratie fonctionne mal en France. En termes de dynamique, le constat est encore plus préoccupant puisque 77 % des personnes interrogées pensent que « *le système démocratique fonctionne en France de moins en moins bien* ».

Ce constat est partagé par tous les électorsats quels que soient l'âge, le milieu social, le niveau d'études ou l'orientation politique. La dégradation est particulièrement sensible dans les électorsats de gauche où la crise de la majorité et du pouvoir en place est aussi perçue comme une véritable crise du régime démocratique. Gouvernement de technocrates « *Ah que la République était belle sous l'Empire* », déclarait le républicain déçu Alphonse Aulard en 1885. La démocratie était « *belle* », elle aussi, sous les régimes autoritaires ou dans leur immédiat souvenir. Aujourd'hui, alors que les derniers vrais régimes

autoritaires d'Europe ont disparu depuis 1989, la démocratie peut devenir de moins en moins désirable. En effet, 32 % des Français pensent que « *de manière générale, d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie* ». Ils sont 37 % à penser de même chez les moins de 35 ans, 40 % chez les employés, 38 % chez les ouvriers ou encore 40 % chez ceux qui ont un diplôme inférieur au baccalauréat. Cette contestation de la valeur du régime démocratique est présente dans l'électorat « *très à gauche* » (31 %) mais surtout dans l'électorat « *très à droite* » (61 %).

L'autoritarisme n'est décidément pas une valeur morte en matière politique. Il ne se nourrit pas seulement de nostalgies de dictatures défuntes mais surtout de déceptions vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie politique. 43 % de ceux qui considèrent que « *la démocratie ne fonctionne pas bien* », pensent que « *d'autres systèmes sont aussi bons que la démocratie* » soit 11 points de plus que la moyenne.

Cette recherche d'alternatives à la démocratie est complexe et ambiguë. Pour certains, l'alternative est de s'en remettre à un gouvernement de technocrates : 29 % des personnes interrogées pensent qu'un tel régime serait préférable à la démocratie. Pour d'autres, l'alternative a des allures d'un système participatif, horizontal, proche du conseilisme qui avait hanté le mouvement révolutionnaire au

début du XXe siècle : 40 % préféreraient cette solution à la démocratie actuelle.

Mais, pour environ un Français sur cinq l'alternative est vraiment un régime autoritaire de « *césarisme démocratique* » où un chef élu n'aurait pas à s'embarrasser de contre-pouvoirs parlementaires, partisans ou syndicaux : 18 % des Français interrogés préféreraient un tel système à la démocratie. Ils sont 19 % chez les 18-24 ans, 21 % chez les ouvriers, 20 % chez les employés, 24 % chez les artisans, commerçants et chefs d'entreprise, 21 % chez ceux qui se situent en bas de la hiérarchie des diplômés, 29 % chez les sympathisants LR et 25 % chez les frontistes.

Chez ceux qui considèrent que « *les citoyens ont, en démocratie, trop de droits et pas assez de devoirs* », 30 % pensent qu'un gouvernement autoritaire serait le bienvenu. Cinq siècles après qu'Etienne de La Boétie ait mis au jour les mécanismes mystérieux de la « *servitude volontaire* », nous redécouvrons ceux-ci enfouis au cœur de notre démocratie fatiguée.

**Pascal Perrineau (professeur des universités, responsable du programme Vie politique à Sciences Po) ■**

*par Pascal Perrineau (professeur Des Universités, Responsable Du Programme Vie Politique à Sciences Po)*



---

---

# VIE DES RÉGIONS

---

---

## La formation pour changer de vie

**O**n peut regretter les entreprises automobiles qui embauchaient 25 000 personnes mais elles ne reviendront pas pour autant. L'avenir de l'emploi, c'est vous, Monsieur.» Lors de la visite de l'entreprise ARL Concept à Châlons-en-Champagne fin octobre (lire par ailleurs), le préfet Denis Conus, s'est voulu clair quant au « Plan 500000 formations dans la Marne » en s'adressant à Alain Saladé, le gérant. Lancé en février par la région Grand Est et soutenu par l'État et Pôle emploi, l'action vise à être « un outil opérationnel de lutte contre le chômage et de développement de l'emploi ». En bref, l'action consiste à proposer 25000 places de formations supplémentaires afin de s'adapter au mieux aux besoins des entreprises.

### « Élever le niveau de qualification des demandeurs d'emploi »

« Nous savons aujourd'hui qu'il y a des offres d'embauche qui sont identifiées comme difficiles dans de nombreux secteurs, comme le transport et l'industrie, par exemple. Ces formations permettent de s'aligner sur les profils et les compétences dont

les chefs d'entreprise ont besoin », appuie Philippe Lacoste, directeur territorial de Pôle emploi dans la Marne. L'objectif du plan est double : « Élever le niveau de qualification des demandeurs d'emploi et développer la mobilité professionnelle. » Il s'agit ainsi d'apprendre un nouveau métier à travers une large palette de propositions (formations qualifiantes, certifiantes, initiations, remises à niveau, perfectionnements, élargissements des compétences). Pour autant, les initiateurs du plan préviennent : il ne s'agit pas de la solution miracle mais d'une ouverture concrète vers d'autres possibilités jusqu'ici insoupçonnées par les personnes recherchant un travail. « Nous ne disons pas qu'ils vont immédiatement retrouver un travail après avoir effectué une formation. L'idée, c'est de rapprocher le chômeur de son employabilité », tempère Philippe Lacoste. Pour autant, les premiers effets positifs de l'initiative sont bien réels dans la région Grand Est. Fin septembre, 28919 inscriptions supplémentaires ont été constatées (55919 en 2016 contre 27753 en 2015). Soit une progression de 101% par rapport à la même période l'an passé. En termes d'âge, l'action inclut les différentes

générations. En prenant le cas de la Marne, sur les 5421 personnes qui ont bénéficié des formations de janvier à juillet, 25% ont moins de 26 ans, 49% pour les moins de 44 ans et 26% pour les plus de 45 ans. Autres données, 23% sont des demandeurs d'emploi de longue durée et 35% étaient peu ou pas qualifiés.

### « La richesse du pays, c'est l'emploi privé »

« Nous avons la chance d'avoir des créateurs d'entreprise en France. La richesse du pays aujourd'hui, c'est l'emploi privé », conforte le préfet Denis Conus. « C'est un peu comme la légende du colibri qui se bat contre l'incendie. Si chacun fait sa part de l'effort, on pourra gravir des montagnes. Nous souhaitons avant tout remettre les gens dans une nouvelle dynamique », conclut Véronique Marchet, conseillère régionale Grand Est et présidente de la commission « Formation/Apprentissage ». Gauthier Hénon Plus d'informations sur l'initiative, rendez-vous sur le site [www.alsacechampagneardenneslorraine.eu](http://www.alsacechampagneardenneslorraine.eu) ■



## ARL concept, un exemple concret de réussite

L'exemple sélectionné par l'État, la Région et Pôle emploi est symbolique. « Mon entreprise a vu le jour en 2010. À cette époque, je travaillais seul dans mon pavillon, confie Alain Saladé, patron d'ARL Concept. Au début, peu de clients donc peu de commandes. Je passais pour un précurseur : vendre des ac-

cessoires de cuisine sur internet ! Il fallait laisser le temps au temps et petit à petit, le nombre de clients a augmenté. » Face à ce succès, le dirigeant (aujourd'hui officiellement à la retraite, ce qui lui donne « le temps de travailler ») a recruté quatre personnes, toutes issues d'une formation pour assimiler l'exigence du mé-

tier. « Je suis passé par l'intérim, une période pas facile. Après un BTS Informatique, j'ai pu apprendre ce métier. Aujourd'hui, je peux transmettre à mes collègues », confie Kevin Vignot, en charge de la réception de la marchandise dans l'entreprise et en CDI depuis plus d'un an. ■

